

à Monsieur le Comte de Nieuwerkerke Directeur Général des Musées Impériaux &c &c &c

Hommage respectueux de l'auteur
Torrini de Fogassieras
[illegible]
25 août 185[illegible]

CHARLES-EMMANUEL III

ROI DE SARDAIGNE.

ESSAIS HISTORIQUES

PAR

le Comte Torrini de Fogassieras.

BRUXELLES.
IMPRIMERIE DE A. MAHIEU ET COMP.,
Vieille-Halle-aux-Blés, 31.

1859

CHARLES-EMMANUEL III

ROI DE SARDAIGNE.

ESSAIS HISTORIQUES.

CHARLES-EMMANUEL III

ROI DE SARDAIGNE.

ESSAIS HISTORIQUES

PAR

le Comte Torrini de Fogassieras.



BRUXELLES.
IMPRIMERIE DE A. MAHIEU ET COMP.,
Vieille-Halle-aux-Blés, 31.

1859

PRÉFACE.

Appartenant par ma naissance à une famille dans laquelle le dévouement et l'affection pour la Maison de Savoie sont héréditaires, j'ai appris, dès mes plus jeunes années, à révérer la

mémoire des souverains issus de cette auguste race.

Parmi les princes qui, pendant huit siècles, ont fait le bonheur de mon pays, Charles-Emmanuel III a, plus particulièrement que tout autre, excité ma vive admiration. Sur les bancs des colléges civils et militaires, nos professeurs se plaisaient à nous entretenir des récits de ce règne glorieux, et des événements qui ont signalé cette époque rayonnante de notre histoire; ils semaient ainsi dans nos cœurs cette affectueuse admiration pour les princes qui nous gouvernent.

Les révolutions sont venues plus tard, comme de sinistres météores, bouleverser la face des choses, mais sans amoindrir ce sentiment de reconnaissance qui nous rend heureux et fiers d'appartenir à un pays gouverné par des princes dont le seul but a toujours été la gloire nationale et le bonheur de leurs sujets.

J'ai donc pensé que cet écrit, fruit de recherches puisées aux sources véridiques et impartiales de nos archives, serait bien accueilli par ceux de mes compatriotes qui, comme moi, ont conservé au fond de leurs cœurs, avec l'amour de la patrie, le plus profond respect pour la

mémoire d'un prince qui l'a illustrée, et dont l'auguste descendant, *Victor-Emmanuel*, rehausse encore la gloire héréditaire en exposant chaque jour sa vie pour l'indépendance italienne et le bonheur de notre beau pays.

L'histoire, juge aussi impartial qu'inexorable des actions des Rois, a dans tous les temps assigné à la maison de Savoie le premier rang parmi les familles souveraines qui occupent les trônes de l'Europe.

Les princes de cette race auguste montrèrent, dès l'origine de leur maison, et dans les différentes circonstances qui concoururent à son élévation, les qualités guerrières les plus distinguées unies à un discernement fin, une pénétration, une subtilité merveilleuse dans la science du gouvernement, et

autant de sagacité pour connaître les vrais intérêts des peuples soumis à leur domination que de persévérance à suivre les moyens qu'ils jugeaient nécessaires pour faire leur bonheur.

Aussi, peu de dynasties régnantes en Europe produisirent autant de souverains vraiment dignes de ce rang que la maison de Savoie. Si les générations qui se sont succédé depuis plus de huit siècles ont admiré dans Amédée IX la justice et la patience unies à la piété la plus sublime, dans Charles III une bonté touchante, dans Emmanuel-Philibert et Charles-Emmanuel I[er] une valeur brillante et toutes les vertus chevaleresques, elles n'admirèrent pas moins dans Victor-Amédée II ce mâle courage, cette fermeté de caractère, cette sagacité dans les affaires de l'État, enfin cette politique habile, qui portèrent si loin l'éclat de sa renommée, et élevèrent si rapidement son auguste famille à ce degré de splendeur et de puissance où elle est maintenant parvenue.

Le prince dont j'entreprends aujourd'hui de tracer l'éloge a paru réunir en lui seul toutes les vertus qui distinguèrent ses illustres ancêtres, soit qu'on le considère au milieu des horreurs et des périls de la guerre comme dans les soins pacifiques du gouvernement, soit qu'on le suive dans les événements de sa famille et dans le cours ordinaire de la vie privée.

Charles-Emmanuel naquit à Turin, le 27 avril 1701; il était le second fils de Victor-Amédée II et

d'Anne de France, fille de Monsieur, frère unique de Louis XIV, et de cette Henriette d'Angleterre qui fut le plus bel ornement de la cour de ce grand Roi. Le berceau du jeune prince fut environné d'orages et de périls suscités par la fameuse guerre de la succession d'Espagne, qui embrasa presque toute l'Europe au commencement du XVIIIe siècle; ainsi ses yeux ne s'ouvrirent à la lumière que pour voir autour de lui la désolation et le carnage

Les larmes d'une tendre mère, les cris du peuple, les gémissements d'une cour et d'une capitale éplorées, qui, entourés d'ennemis, les voyaient sortir de leur sein, furent, dit un écrivain, les jeux et les amusements de son premier âge; c'est ainsi que la divine Providence, qui voulait en faire un grand Roi, commença par affermir son âme par les épreuves toujours salutaires de l'adversité.

Malgré les soucis de la guerre et les soins qu'il donnait au gouvernement de ses États, le duc Victor-Amédée mit le plus grand intérêt à pourvoir efficacement à l'éducation des princes ses enfants. Déjà le célèbre traité de l'*Institution d'un Prince*, par M. Duguet, avait été composé pour l'éducation de l'aîné d'entre eux, Victor-Amédée, prince de Piémont.

Le duc de Savoie fit choix, en 1708, d'un des personnages les plus éclairés et les plus vertueux de sa cour, pour lui confier la charge importante de présider à l'éducation des jeunes princes : le

marquis de Coudré, d'une des plus anciennes et des plus illustres maisons de Savoie, fut nommé leur gouverneur.

Dans les différents séjours que cet officier général avait faits dans les cours de Londres, de Versailles et de Vienne en qualité d'ambassadeur, il avait puisé les connaissances nécessaires pour former le cœur d'un prince destiné à gouverner les hommes. Aussi les sages maximes qu'il suggérait à ses augustes élèves surent-elles germer et fructifier dans leurs jeunes cœurs.

Le marquis de Coudré fut aidé dans les soins importants de sa charge par deux autres personnages non moins distingués de l'État : le marquis de Cortanze et le comte de Borgaro furent nommés, le 1er mars 1708, sous-gouverneurs des jeunes princes.

Le prince de Piémont fut celui des deux frères qui parut, dès le commencement, répondre plus avantageusement aux soins de ses instituteurs. Ses grâces naturelles, la vivacité de son esprit, son aptitude à tout, le rendaient dès lors la véritable image du duc son père.

Charles-Emmanuel, qui porta jusqu'à la mort de son frère le titre de duc d'Aoste, s'était accoutumé à faire de l'obéissance et du respect la loi la plus inviolable de sa conduite ; cependant, à mesure qu'il avançait en âge, il parvint à justifier l'opinion que bien des personnes avaient déjà conçue de la solidité de son esprit, comme de la bonté et de la

droiture de son caractère ; il surpassa de plus l'idée que l'on s'était faite de ses talents, et que paraissait en avoir Victor-Amédée lui-même, qu'un peu de prédilection pour l'aîné de ses enfants éloignait en quelque sorte du second, dont les qualités peu brillantes ne l'avaient pas prévenu en sa faveur; la taille peu avantageuse du duc d'Aoste, son maintien sérieux, grave et réservé, furent les motifs pour lesquels le duc de Savoie se méprit sur ses qualités plus solides qu'apparentes. Aussi tint-il ce jeune prince absolument éloigné non seulement des affaires de l'État, mais encore des études qui pouvaient le former à la science du gouvernement.

Ses instituteurs ne voulurent pas l'ennuyer de l'étude de la langue latine, étude qu'ils ne croyaient pas nécessaire pour former l'esprit d'un militaire, malgré l'exemple récent de Charles XII de Suède, qui possédait cette langue, et même la parlait avec facilité, et qui pourtant avait, comme on sait, acquis la réputation d'un vaillant capitaine.

Enfin la longue et sanglante guerre de la succession d'Espagne paraissait devoir se terminer dès l'instant où les puissances belligérantes stipulèrent à Utrecht le traité de paix du 11 avril 1713.

Victor-Amédée réussit à élever sa maison à la dignité royale, entreprise vainement tentée par ses aïeux; on le vit ainsi recueillir de cette paix tous les avantages qui pouvaient le plus flatter son ambition, et qui remplissaient au delà de ses espé-

rances toutes les vues anciennement formées par ses prédécesseurs.

Le 22 septembre 1713, Victor fut proclamé et reconnu Roi de Sicile; il reçut l'hommage des députés de la ville de Palerme, à la tête desquels était D. Jean de Vintimille, marquis de Gerace, grand d'Espagne, et l'un des principaux seigneurs siciliens.

Victor-Amédée voulut ensuite signaler cet heureux événement par des fêtes brillantes, et créer de nouveaux chevaliers de l'Ordre suprême de l'Annonciade. Dans cette promotion, qui fut publiée le 24 septembre 1713, fut compris le duc d'Aoste, alors âgé de 12 ans. Le nouveau Roi, voulant ensuite aller se faire couronner à Palerme, envoya le marquis de Cortanze pour annoncer au vice-roi de Sicile sa détermination de se rendre dans cette île. Huit jours après, le Roi et la Reine, accompagnés du jeune duc d'Aoste, et suivis d'une cour brillante, partirent pour Nice, laissant à Turin le prince de Piémont, que son père créa, malgré son jeune âge, lieutenant-général pour les États de terre ferme pendant son absence.

Après un court séjour à Nice, où ils furent complimentés par Don François Bonanno, prince de Roccafiorita, les augustes voyageurs s'embarquèrent à Villefranche, le 2 octobre 1713, sur une flotte anglaise commandée par le vice-amiral Jennings, et sur laquelle étaient aussi quelques corps de troupes piémontaises.

Une tempête horrible, qui s'éleva dès le commencement du départ rendit, ce voyage assez pénible; cependant, après une navigation de huit jours, la flotte royale débarqua à Palerme dans la soirée du 10 octobre; Victor-Amédée fut reçut par les acclamations de ses nouveaux sujets; il se rendit, le 13 octobre, à la cathédrale, où il reçut les hommages du Sénat, des ministres, de D. Joseph Gasch, archevêque de Palerme, ainsi que des évêques et prélats du royaume. Le 21 décembre eut lieu l'entrée solennelle du Roi dans la capitale de la Sicile Victor-Amédée déploya dans cette occasion une magnificence qui éblouit les Siciliens eux-mêmes, si accoutumés à la splendeur et au faste espagnols; aussi firent-ils, de leur côté, les apprêts les plus magnifiques pour célébrer dignement cette solennité.

Un pavillon somptueux fut dressé sur l'immense plaine de Saint-Erasme; c'est de ce point que partit le cortége : la noblesse, les évêques et les prélats siciliens à cheval défilèrent les premiers. Le prince de Butera, doyen de la noblesse, portait l'étendard du royaume, que le Roi lui-même lui avait consigné; venaient ensuite le Roi, la Reine et le duc d'Aoste à cheval sous un dais porté par six sénateurs; le capitaine de justice, prince de Trabia, tenait le cheval du Roi par la bride, et le préteur de la ville, prince de Scordia, celui de la Reine. Le cortége arrivé près de l'arc de triomphe, LL. MM. descendirent de cheval, et l'archevêque leur pré-

senta la croix à baiser ; ayant continué leur route, le Roi reçut à la porte Félice les clefs de la ville ; on se rendit ensuite à la cathédrale, où un *Te Deum* solennel fut chanté en musique.

Ces fêtes ne furent que le prélude d'autres fêtes, plus brillantes encore, que donnèrent les ambassadeurs et les ministres étrangers qui assistèrent le 24 décembre à l'imposante cérémonie du couronnement, qui eut lieu dans l'église cathédrale avec l'assistance de trois évêques du royaume.

Dans le court séjour que le roi de Sicile fit au milieu de ses nouveaux sujets, il eut soin de se montrer envers eux libéral, affable, et uniquement occupé de leur bonheur ; son génie actif lui faisait déjà entrevoir quelles étaient les mesures à prendre pour vivifier ce pays si favorisé par la nature, et si négligé par ses anciens maîtres.

Avant son départ, qui eut lieu le 25 septembre de l'année suivante, il sut, avec sa sagacité et son discernement ordinaires, choisir, dans le marquis Maffei, un vice-roi qui pût remplir mieux que tout autre ses instructions, et le seconder dans ses vues ultérieures pour le gouvernement de la Sicile.

Victor, toujours plus content de la nouvelle acquisition qu'il venait de faire, débarqua à Villefranche et reprit aussitôt la route de la capitale de ses États ; mais la Providence lui préparait, à son arrivée à Turin, le plus cuisant chagrin. Le jeune prince de Piémont, qu'une maladie de langueur entraînait vers la tombe, termina sa carrière à l'âge

de quatorze ans, peu de temps après le retour de la famille royale. J'ai déjà dit que ce jeune prince paraissait, dès sa plus tendre enfance, faire espérer de voir un jour revivre en lui les brillantes qualités du Roi son père.

Ce dernier ressentit d'autant plus de chagrin de cette perte, qu'il était loin, comme on l'a dit plus haut, d'avoir une juste idée du caractère et des excellentes qualités du duc d'Aoste, qui prit dès lors le titre de prince de Piémont, et qui avait été longtemps traité par son père avec assez de froideur et même avec dureté.

Cependant Victor, tout en regrettant son fils chéri, examina avec plus d'attention la conduite de celui qui devenait alors l'unique héritier de sa couronne, et celui-ci ne tarda pas à lui donner des preuves de la maturité de son esprit et de la justesse de son discernement. Le Roi mit alors beaucoup de soin à l'initier à ses principes de gouvernement ; il tâchait de lui inspirer l'amour de l'exactitude et des détails ; lui faisait visiter les places fortes et exercer les troupes ; enfin il l'avait admis dans ses conseils, et rien ne s'y décidait qu'après avoir été discuté en présence du prince de Piémont. Celui-ci avait fait, dès ses plus jeunes ans, des progrès étonnants dans l'étude des mathématiques et dans celle des fortifications, dont il traçait lui-même les plans avec une netteté et une précision singulières.

Il ne s'était pas moins livré à tous les autres objets qui constituent la science militaire, et s'était

appliqué surtout à cette partie si nécessaire, et pourtant si souvent négligée, celle dont le but est de pourvoir sûrement et au moins de frais possible à la subsistance des armées. Laborieux jusqu'à l'excès, soumis aux ordres de son père et docile à ses instructions, le prince de Piémont avait admirablement profité des leçons d'un aussi bon maître.

Le traité d'Utrecht avait paru devoir terminer une longue et désastreuse guerre, lorsque l'ambition d'un seul homme vint troubler la tranquillité dont on jouissait depuis la paix de 1713.

L'intrigant Alberoni, non content d'avoir, contre toute attente, saisi les rênes du gouvernement des Espagnes, forme le projet d'envahir la Sicile, et l'exécute au mépris du traité d'Utrecht, du droit des nations et sans déclaration de guerre.

Victor-Amédée réclame l'intervention des puissances pour le maintien de ce traité. L'empereur d'Allemagne vole à son secours, et marchant en personne contre l'Espagne à la tête de ses forces réunies, il reprend aux Espagnols, à l'aide d'une flotte anglaise, la Sicile et la Sardaigne.

Enfin l'aurore d'une paix stable vint éclairer l'horizon politique; le traité de la quadruple alliance fut stipulé à Londres, et Victor-Amédée, quoique mécontent d'échanger la Sicile contre l'île de Sardaigne, qui lui échut en partage, accéda à ce traité le 10 novembre 1718. Le 17 février 1720 le roi d'Espagne souscrivit, non sans peine, à ce nouveau traité, et ce fut seulement le 8 août de

cette même année que l'on remit la Sardaigne à son nouveau souverain.

Victor pensa alors profiter du repos que la paix lui laissait pour s'occuper avec soin du gouvernement de ses États. Il songea en même temps aux moyens de pourvoir à l'établissement de son fils unique, et négocia le mariage de celui-ci avec Louise-Christine de Bavière, fille du comte palatin de Sulzbach. Cette princesse, encore au printemps de son âge, joignait déjà à une grande élévation d'âme, digne du sang illustre qui coulait dans ses veines, un discernement au delà de toute expression et les talents les plus heureux et les mieux cultivés. Le mariage fut célébré à Verceil le 13 mars 1722. Cette union; qui avait causé tant de joie à tous les sujets du Roi, et qui paraissait devoir être si heureuse, fut néanmoins de courte durée.

La princesse de Piémont mourut en couches l'année suivante, 12 mars 1723, après avoir donné le jour à un prince qui ne survécut que peu de temps à sa mère.

On rapporte que la princesse Christine, au lit de mort, désigna la princesse de Hesse-Reinsfeld comme la plus digne de la remplacer auprès de Charles-Emmanuel; quoi qu'il en soit de cette assertion, il n'en est pas moins certain que Victor-Amédée, songeant de nouveau à choisir une compagne pour son fils, et n'écoutant point les offres les plus avantageuses qui lui étaient faites, fit rechercher la main de la princesse de Hesse-Reinsfeld, qui,

loin du séjour brillant des cours, se préparait, dans la silencieuse retraite d'un cloître, à se montrer à la cour de Savoie ornée de toutes les vertus les plus propres à former le bonheur de son époux, de sa nouvelle famille et de ses nouveaux sujets.

En effet, Christine-Polixène de Hesse, fille du landgrave Ernest-Léopold de Rothembourg-Reinsfeld, issue des plus anciens souverains de la Germanie, à peine âgée de 17 ans et douée de la plus éclatante beauté, justifia dès le premier abord la haute idée que les qualités brillantes de son esprit, la bonté et la sensibilité de son âme avaient donnée d'elle; le mariage, arrêté et conclu, fut célébré le 19 août 1724. De nombreuses réjouissances eurent lieu à Turin. Le Roi, voulant témoigner au landgrave la satisfaction qu'il ressentait de l'alliance que son fils avait contractée avec lui, eut soin de lui envoyer par le baron de Blonay, l'un de ses gentilhommes de la chambre, le collier de l'Ordre suprême de l'Annonciade magnifiquement entouré de brillants.

La nouvelle princesse de Piémont ne tarda pas de resserrer les nœuds qui la liaient si intimement à son époux, en accouchant, le 26 juin 1726, d'un prince, qui, en recevant sur les fonts baptismaux les noms de son auguste aïeul, était destiné par la divine Providence à faire un jour briller sur le trône, ainsi que lui, les qualités les plus désirables dans un souverain. Deux ans après la naissance du duc de Savoie, la princesse, sa mère, mit au monde

le 28 février 1728, une fille qui reçut les noms de Marie-Thérèse-Éléonore.

Quoique depuis son second mariage le prince de Piémont, alors âgé de 20 ans, reçût de son auguste père plus de marques de faveur, et qu'il fût moins gêné dans sa manière de vivre, on ne put cependant lui faire perdre ce respect timide que la dureté avec laquelle il avait été traité jadis avait enraciné dans son âme.

Il eut, dans cette même année 1728, la douleur de voir mourir la Reine sa mère. Cette vertueuse princesse, qui unissait à la piété héréditaire de Clotilde et de Blanche de Castille les vertus aimables de son sexe, emportait dans la tombe l'amour des sujets de son époux, et surtout les bénédictions des pauvres dont elle soulageait en secret la misère.

Les exemples de vertu qu'il avait reçus de sa mère, autant que les liens du sang qui l'attachaient à elle, avaient inspiré au prince de Piémont les plus tendres sentiments de l'amour filial; il conserva toujours d'elle le souvenir le plus touchant.

Sa juste douleur fut un peu tempérée par la naissance de la seconde de ses filles, Marie-Louise-Gabrielle, née à Turin le 25 mars 1729.

Elle fut bientôt suivie d'une autre sœur dont la princesse de Piémont accoucha le 20 mars 1730, et qui fut nommée Marie-Félicité. Cette auguste princesse, qui survécut à ses sœurs, et qui était destinée à donner à l'Europe l'exemple des vertus, mourut sur la terre étrangère, lorsque le souffle

impur des révolutions obligea sa famille à chercher hors de son pays un asile hospitalier.

Cependant, la mort du duc de Parme, arrivée en 1727, excita des troubles en Europe, à cause des droits que la reine d'Espagne, seule héritière de la maison Farnèse, avait aux duchés de Parme et Plaisance; une lutte sanglante allait s'engager entre l'Espagne et la maison d'Autriche. L'Europe attendait avec une sorte d'impatience le parti que Victor-Amédée allait prendre; mais celui qu'il prit excita l'étonnement général des cabinets étrangers, et surtout de ceux de Vienne et de Madrid.

Soit qu'affaissé par les longs et pénibles travaux de la royauté, autant que par le malheur de deux guerres désastreuses qu'il avait eu à soutenir dans le cœur de ses États, il sentît le besoin du repos; soit qu'il fût entraîné, comme on l'a dit généralement, par un but politique, Victor-Amédée conçut le projet de céder à son fils les rênes du gouvernement. Cette détermination une fois prise et irrévocablement arrêtée, le Roi ne tarda pas à en instruire en secret le prince de Piémont. Celui-ci, étonné autant qu'ému d'une résolution si extraordinaire, se jeta aux pieds de son père et lui dit tout ce qu'il crut le plus propre à le détourner d'un pareil dessein.

Mais Victor est inébranlable; en vain le jeune prince le conjure de ne lui céder que temporairement le maniement des affaires; en vain il le supplie de continuer au moins à aider de ses sages avis l'inex-

périence de son jeune âge : *Mon fils,* lui répond le vieux monarque, *je pourrais désapprouver ce que vous feriez et ce serait mal ; il vaut mieux ne plus y penser.*

Veuf depuis quatre ans, Victor-Amédée ne voulut point être seul dans sa retraite. Un ancien attachement qu'il avait voué à une dame du palais de la princesse de Piémont le décida à lui proposer de partager sa solitude. Cette dame, déjà sur le retour, avait été jadis fort belle, et avait fait une vive impression sur le cœur du Roi dans la jeunesse de celui-ci, lorsqu'elle était au service de Madame royale en qualité de fille d'honneur. Elle était fille du comte de Cumiano et avait épousé le comte Novarino de Saint-Sébastien, dont elle était veuve depuis quelque temps lorsque le Roi l'honora de l'offre de sa main, offre qu'elle ne manqua pas d'accepter

Après avoir pareillement communiqué à son fils ce dernier projet, le Roi Victor fit dresser l'acte d'abdication ; il consulta pour cela le chevalier Raiberti, gentilhomme niçois, attaché au ministère des affaires étrangères; cet acte fut rédigé d'après le modèle de celui qui avait été adopté par Charles-Quint, lorsque cet Empereur, quittant le bruyant séjour de Madrid, avait été se renfermer dans la magnifique solitude de Saint-Ildephonse.

Il célébra secrètement, le 12 août 1730, son mariage avec la comtesse de Saint-Sébastien, pour laquelle il acheta le marquisat de Spigno, dont

elle prit aussitôt le titre et dont l'acquisition coûta cent mille écus.

Le 3 septembre de cette même année, les ministres sont appelés au château de Rivoli, où la cour se trouvait alors; les chevaliers de l'Ordre suprême, les premiers présidents du Sénat et de la Chambre des Comptes et les grands de la couronne sont pareillement convoqués, sans que personne, excepté le prince de Piémont et le secrétaire d'État, marquis del Borgo, notaire de la Couronne, pussent même imaginer le motif d'une convocation si extraordinaire.

Le Roi, ayant à ses côtés le prince et la princesse de Piémont, préside cette vénérable assemblée; il montre cet air imposant qu'il sait si bien déployer dans les occasions solennelles; il rappelle, dans un discours noble et touchant, les événements les plus importants de son règne, les guerres désastreuses qu'il a dû soutenir, les fatigues inséparables du gouvernement, son âge avancé, le besoin indispensable de mettre un intervalle entre les sollicitudes du trône et le terrible passage de l'éternité, la sagacité et le discernement prématurés du prince son fils, et son aptitude au maniement des affaires; voilà quelle fut la substance d'un discours, que plusieurs des assistants ne purent entendre sans verser des larmes d'attendrissement. Après la lecture de l'acte d'abdication, dont la minute resta auprès du marquis del Borgo, le Roi parcourut le cercle et se montra très-affable auprès

de tous ceux qui avaient l'honneur de l'approcher ; il entretint avec bonté ceux mêmes qu'une simple curiosité avait attirés auprès de lui; d'un air calme et serein, il ne cessait de recommander aux uns et aux autres d'être fidèles au nouveau Roi.

Il voulut ensuite que les premiers hommages offerts à la nouvelle Reine lui fussent présentés par la marquise de Spigno, qu'il conduisit à l'appartement de cette princesse, et la lui présentant lui-même : « Ma fille, lui dit-il, je viens réclamer vos « bontés pour une dame qui veut bien se sacri- « fier pour moi ; je vous la recommande ainsi que « sa famille. »

Lorsque la cour séjournait au château de Rivoli, il était d'usage qu'elle allât au salut dans l'église des Capucins; le roi Victor voulut y aller comme à l'ordinaire, le soir même de son abdication. On cite à ce sujet une anecdote assez curieuse, et qui prouve combien la grande âme de ce prince savait conserver de calme et de présence d'esprit, tandis que sa famille et sa cour étaient agitées par les secousses qu'une abdication si imprévue avait fait éprouver à tout le monde. Le gardien des Capucins, qui officiait au salut, se trouva dans un grand embarras, auquel il n'avait pas songé, lorsque, après les paroles : *Domine salvum fac Regem...*, il ne sut lequel des deux rois il devait nommer; mais Victor, à qui rien n'échappait, se prit à chanter d'une voix forte *Carolum-Emanuelem.*

Le lendemain de ce jour à jamais célèbre dans

nos annales, le vieux Roi, qui s'était réservé seulement 150,000 livres de revenu, et qui avait choisi pour demeure le château de Chambéry, se mit en route pour la Savoie.

Le nouveau Roi n'avait point encore atteint sa trentième année, lorsque par l'abdication de son père il monta sur le trône de ses aïeux; humble et modeste par caractère, ce premier pas dans la carrière de la royauté dut l'effrayer ; mais les sentiments religieux dont il était imbu lui donnèrent le plus ferme espoir que l'Être tout-puissant, par qui règnent les rois, voudrait sans doute éclairer son inexpérience et seconder le ferme désir qu'il nourrissait de rendre heureux les peuples soumis à sa puissance.

Pénétré de tous les devoirs que la souveraineté impose, né avec l'amour de la vérité, doué d'un sens droit et d'un coup d'œil juste, habile à discerner le mérite des personnes qui l'entouraient, il inspirait généralement le respect et la confiance ; une tête froide, une âme active, un caractère ferme et patient, beaucoup de talents acquis, et, plus encore, des vertus naturelles, telles sont les dispositions que Charles avait apportées sur le trône.

A peine avait-il pris congé du Roi son père, qu'il se rendit à Turin avec toute sa cour ; au jour fixé par lui il reçut d'abord l'hommage de toutes les grandes charges de la couronne, des ambassadeurs et ministres des cours souveraines, et des

autres fonctionnaires civils et militaires; à la tête du Sénat de Piémont se trouvait alors le fameux magistrat qui fut, par ses profondes lumières et les brillantes qualités de son esprit, le flambeau de la magistrature piémontaise : le comte Charles-Louis Caissotti, marquis de Verdun et de Sainte-Victoire, était né à Nice, de parents pauvres; le roi Victor, juste appréciateur du vrai mérite, avait eu, par un heureux hasard, occasion de connaître le jeune Caissotti; on le peignit à ses yeux comme un jeune homme peu favorisé de la fortune, mais porté par cela même et par son caractère à être extrêmement laborieux; on lui vanta d'ailleurs sa probité et la régularité de ses mœurs; Victor n'eut pas de peine à démêler dans le jeune Niçois tout le feu et l'étendue de son génie; aussi l'avait-il tout de suite élevé à la dignité de procureur général, et, depuis, à la charge de premier président du Sénat, charge qu'il occupait déjà lorsqu'il n'avait encore que trente-quatre ans.

Le Roi reçut ensuite, suivant l'usage, le serment de fidélité du corps de la noblesse. Il eut dès lors occasion de donner un témoignage de sa sagesse et de sa fermeté; les anciennes familles qui composent le premier ordre de la noblesse des États de terre ferme, non-seulement prétendaient dans la cérémonie de la prestation du serment, avoir le pas sur la noblesse d'un ordre inférieur, mais il y avait beaucoup de discussions entre elles au sujet de la préséance.

Charles-Emmanuel, informé de ces prétentions, qui pouvaient engendrer d'interminables discordes, fait publier, le 20 novembre 1730, un règlement par lequel il dispose que dans la cérémonie du serment le corps de la noblesse doit intervenir sans ordre et sans aucune espèce de distinction entre elle; que les chevaliers de l'Annonciade doivent suivre immédiatement la noblesse deux à deux et par rang d'ancienneté; ensuite le seigneur du sang (1); après lui le prince légitimé de Savoie (2), et, en dernier lieu, les princes du sang. Après avoir vaqué à ces premiers soins de son gouvernement, le nouveau Roi s'appliqua à porter au plus haut degré de perfection les principes que lui avait tracés le roi Victor; en montrant la plus grande vénération pour tout ce qui était l'ouvrage de ce dernier, il adopta généralement tous ses plans, sans rien innover dans aucune partie de l'administration civile ou militaire, si ce n'est pour seconder d'autant plus les vues que le Roi son père avait indiquées. Charles-Emmanuel paraissait devoir jouir pour quelque temps de ce repos qui lui était si nécessaire pour régler les affaires intérieures de son gouvernement au moment surtout où il venait d'en prendre les rênes.

(1) Il signore del sangue : Victor-Amédée-Philippe Ferrero Fiesco, prince de Masserano, petit-fils de Christine, fille naturelle de Charles-Emmanuel II.

(2) Victor-François de Savoie, marquis de Suze, fils naturel du roi Victor.

Mais, à la fin de cette même année, le cardinal Corsini, qui, sous le nom de Clément XII, venait de monter sur le trône pontifical comme successeur de Benoît XIII, crut devoir faire revivre les démêlés qui déjà avaient tant occupé son prédécesseur, ainsi que le roi Victor-Amédée, et qui cependant avaient été terminés entre eux par le moyen d'un concordat, négocié au nom du Roi, par un ministre habile, le marquis d'Orméa, et au nom du Saint-Siége, par le cardinal Fini.

Dès les premiers mois de son exaltation, Clément XII était souvent sollicité au nom du roi Charles pour l'expédition de plusieurs affaires relatives à l'exécution du concordat.

Il s'agissait, entre autres choses, de l'abbaye de Saint-Étienne d'Ivrée, que le Roi avait conférée au cardinal Ferrero; mais, au lieu de seconder les vues du Roi, le pape, au grand étonnement de tout le monde, voulait élever des doutes sur la validité du concordat, et paraissait vouloir le déclarer nul.

Le souverain-pontife poussa même la rigueur jusqu'à fulminer l'excommunication contre les vassaux et les juges des terres qui relevaient de l'église d'Asti et de l'abbaye de Sainte-Bénigne, leur défendant avec menaces de prêter hommage aux magistrats du Roi, leur enjoignant de ne reconnaître que ceux qui étaient autorisés par les évêques et les abbés comme seigneurs temporaires de leurs fiefs. Clément XII voulut, en outre, qu'une commission nommée par lui, et composée de cardinaux et de

prélats, ardents et zélés défenseurs des droits du Saint-Siége, et contraires aux intérêts du Roi, s'occupât d'examiner le concordat et les documents sur lesquels il avait été fondé ; déjà plusieurs mémoires avaient été imprimés de part et d'autre, et ces différends excitaient en Italie la plus grande rumeur (1).

Mais un événement d'une bien grande importance occupait le jeune Roi, et lui causait de graves et pénibles inquiétudes. Déjà, dans le mois de mars 1731, Charles-Emmanuel avait été avec sa cour visiter le Roi son père à Chambéry. Celui-ci se plaignait du mauvais état du château royal de cette ville, et attribuait à ce motif les infirmités auxquelles il disait être sujet depuis qu'il y avait établi sa demeure. Toutefois, les deux princes se traitèrent mutuellement avec affection, pendant les quinze jours que dura ce premier voyage.

Il n'en fut pas de même du second, qui eut lieu au mois d'août de la même année. Les deux Rois se trouvèrent gênés l'un et l'autre à leur entrevue. Victor paraissait froid et sérieux ; Charles lui renouvela l'offre qu'il lui avait déjà faite, de choisir telle ville de ses États qui lui plairait le plus et dont le séjour pût lui être le plus agréable. La cour se sépara au bout de trois jours et alla prendre les eaux d'Evian, dans le duché de Chablais. Le vieux Roi, excité par les insinuations de l'ambitieuse marquise

(1) Denina, *Storia dell' Italia occidentale*.

de Spigno, prit tout à coup la détermination la plus bizarre et la plus irréfléchie. Il voulut profiter de ce que son fils était absent de Turin pour s'y rendre et y ressaisir les rênes du gouvernement. Mais le jeune monarque, prévenu à temps par un ecclésiastique qui, par un hasard heureux et extraordinaire, avait été à même d'entendre la conversation qui avait eu lieu au sujet de ce projet entre Victor-Amédée et la marquise de Spigno, partit d'Evian à cheval et fut de retour à Turin le jour même où le vieux Roi arrivait au château de Rivoli (1).

Il alla le lendemain rendre visite à son père; celui-ci parut assez embarrassé, et rejeta sur le besoin de changement d'air qu'il éprouvait le motif de son retour inopiné.

Plein de respect et de soumission pour les désirs de son père, Charles-Emmanuel donna aussitôt l'ordre de faire préparer pour la réception du vieux Roi le château de Moncalieri, celle des maisons royales qui, par sa charmante position et par l'air pur qu'on y respire, offrait le séjour le plus sain et le plus agréable.

Victor-Amédée s'y établit en effet quelques jours après; mais bientôt son caractère impétueux, aigri encore par l'agitation de son esprit, laissa percer l'envie démesurée qu'il nourrissait, de reprendre une couronne qu'il avait volontairement

(1) Voyez à ce sujet les mémoires du marquis Costa, tome III, page 143.

cédée à son fils. La censure la plus amère de tout ce qui se faisait dans le gouvernement depuis son abdication, l'aigreur avec laquelle il se plaignait de son fils, tout indiquait déjà qu'un coup d'éclat, tel que celui de reprendre par adresse ou par force la pleine puissance qu'il regrettait, était le projet fermement arrêté dans cette tête encore ardente, quoique affaiblie par les infirmités d'un âge assez avancé. Peut-être aussi la conduite altière de la compagne de ses jours, son maintien peu respectueux vis-à-vis de la Reine, donnait à penser aux courtisans que l'espoir d'être bientôt placée au premier rang occupait l'esprit de cette femme ambitieuse; dès le 25 septembre de cette année, Victor-Amédée déclare au marquis del Borgo, qu'il exige de lui la remise de l'acte d'abdication; le marquis, en courtisan habile, ne s'émeut point à cette déclaration inattendue, et promet de rendre cet acte le lendemain ; mais, prenant aussitôt congé du vieux Roi, il court faire part au Roi régnant du projet qui occupe l'esprit de son père.

Le grand conseil d'État est aussitôt convoqué au palais même du monarque; la voix éloquente et persuasive du vénérable archevêque de Turin, Arborio Gattinara, s'y fait entendre; il conseille avec véhémence au jeune Roi de ne pas se dessaisir du pouvoir suprême, et s'attache à lui démontrer les graves inconvénients d'une démarche contraire. Les autres membres du conseil applaudissent au discours du prélat et adoptent son opinion.

On apprend dans ce moment, par le vigilant baron de Saint-Remy, gouverneur de la citadelle de Turin, que Victor a voulu s'introduire furtivement dans la citadelle pour s'en rendre maître. Une démarche aussi hardie, aussi téméraire, démontre à l'évidence que le vieux Roi veut à tout prix se rendre maître du gouvernement. L'archevêque fait encore entendre sa voix vénérée ; il ne craint point de dire à Charles qu'il doit s'assurer de la personne de son père ; mais Charles-Emmanuel, sur qui le respect filial et un tendre attachement pour l'auteur de ses jours ont tant de pouvoir, repousse avec force la mesure de sûreté qu'on lui propose ; cependant, son esprit commençant à se calmer, il écoute avec attention l'opinion de chacun des membres du conseil ; ceux-ci se rangent de l'avis du vertueux prélat, que le Roi, ému et consterné, se voit forcé d'adopter ; l'ordre de l'arrestation de Victor est aussitôt rédigé, et Charles, les yeux mouillés de larmes et pénétré de la plus vive douleur, le signe en tremblant.

Aussitôt les instructions sont données aux chefs militaires que l'on choisit pour cette importante et douloureuse mission. Le vieux Roi, enlevé de son lit (1) et déposé dans sa voiture, veut en vain émouvoir le cœur de ses vieux compagnons d'armes (2), de ces guerriers qu'il avait si souvent conduits à la

(1) Dans la nuit du 28 au 29 septembre 1731.

(2) Plusieurs escadrons de cavalerie entouraient la voiture du Roi.

victoire ; ces soldats qu'il commence à ébranler font un mouvement ; mais à un signal donné les tambours se font entendre, le vieux monarque ne peut plus faire entendre le son de sa voix affaiblie ; les chevaux partent aussitôt et entraînent la voiture du royal captif, que l'on conduit ainsi au château de Rivoli.

Cependant, après quelques jours de repos, la fureur du fier monarque s'apaise ; à cette vive agitation succède un morne abattement ; les sentiments les plus religieux remplacent les amères déceptions de l'ambition déchue, et Victor est, sur sa demande, de nouveau transféré au château de Moncalieri, où il finit ses jours le 31 octobre de l'année suivante (1732), dans des sentiments d'une piété vive et sincère.

Charles-Emmanuel, qui, comme il a été dit, avait été forcé malgré lui de sévir contre son auguste père, n'en déplora pas moins sa perte avec la plus sincère douleur.

Le corps de Victor-Amédée fut transporté avec la plus grande pompe à l'église collégiale de Superga, qui avait été fondée par lui, et destinée à devenir la sépulture de la famille royale ; il y fut déposé dans un tombeau qui resta couvert de velours noir jusqu'à ce que Victor-Amédée III, son petit-fils, lui eut fait ériger un mausolée exécuté par les frères Collini, somptueux monument que l'étranger admire encore aujourd'hui dans le caveau sépulcral de Superga. Un service, où toute la pompe royale

fut déployée, se célébra, le 11 décembre, dans l'église cathédrale de Saint-Jean ; l'oraison funèbre y fut prononcée par l'évêque d'Alexandrie ; la voix éloquente de ce prélat, en retraçant les nobles et brillantes qualités de l'auguste défunt, excita les larmes de ceux qui purent l'entendre, et renouvela les regrets que la mort d'un si grand prince avait causée à ses sujets.

Des occupations politiques d'un genre assez sérieux vinrent faire diversion à la douleur qu'éprouvait le Roi ; la guerre s'était rallumée entre l'empereur d'Allemagne et le roi de France ; le motif apparent de cette guerre était l'élection du roi de Pologne ; Charles-Emmanuel, dont le vœu le plus ardent était de voir la balance de l'Italie rester entre ses mains, et d'établir ainsi un juste équilibre entre les deux puissances rivales, de manière à ne rien avoir à redouter ni de l'une ni de l'autre, crut devoir se ranger du parti de son neveu Louis XV, non qu'il fût attiré par les promesses fallacieuses que lui faisait ce dernier en s'engageant à lui livrer toute la Lombardie, mais plutôt, comme je l'ai dit, par des vues particulières de politique.

Le 25 mars, jour de l'Annonciation, le Roi voulut tenir un chapitre de l'ordre suprême ; sa principale intention était d'honorer cet ordre illustre en le conférant au prince héréditaire, qui était près d'atteindre sa septième année ; il voulut aussi en décorer son frère naturel le marquis de Suze, et le personnage illustre qui avait été un des guides de son enfance, le marquis Roéro de Cortanze.

Le traité d'alliance avec Louis XV une fois conclu, le roi Charles déclara la guerre à l'Empereur, le 14 octobre 1733. Déjà, avant de l'entreprendre, les régiments d ordonnance de toutes armes avaient eu ordre de se porter sur Verceil, Mortara et Alexandrie ; les bataillons provinciaux reçurent celui de garnir les diverses places du royaume.

Cependant le marquis de Carail reçoit l'ordre de bloquer Novare; le comte de la Pérouse celui d'investir Tortone. Quarante mille Français passent les Alpes et vont joindre les troupes du Roi sur la frontière de la Lombardie; cinquante mille hommes bien armés et équipés se rassemblent à Vigevano le dernier jour d'octobre; Charles-Emmanuel court prendre le commandement de l'armée coalisée, le 2 novembre suivant.

Cette brillante armée salue de ses acclamations le jeune monarque, et conçoit de sa présence auguste les plus heureuses espérances de succès.

A peine le Roi a franchi le Tessin, que les troupes impériales s'enfuient à son approche; Pavie se rend sans coup férir; Pizzighettone, le plus ferme rempart de la Lombardie, cède à ses efforts et capitule le 30 novembre. Milan ouvre ses portes ; Crémone, Novare et Tortone se soumettent aussi dans peu de temps ; enfin, dans le court espace de trois mois, Charles devient le maître de toutes les forteresses du Milanais. Le 5 novembre, le Roi fit son entrée dans la vaste capitale de la Lombardie; la noblesse et le peuple lui firent une réception digne de

lui; des fêtes brillantes se succédèrent. Je ne dois pas oublier de dire, à ce sujet, que le 31 décembre fut joué, pour la première fois, sur le grand théâtre de Milan, et en l'honneur de Charles-Emmanuel, qui assista à cette représentation, le drame du célèbre abbé Metastasio : *Catone in Utica;* les vers brillants de l'immortel poëte, chantés par la fameuse Mestrina, firent sur la cour, et généralement sur tout le public, l'impression la plus agréable.

Cependant Charles, au milieu des transports d'allégresse que sa présence excitait dans Milan, n'oubliait pas que ses illustres ancêtres avaient toujours eu soin de laisser dans les pays qu'ils avaient temporairement possédés des traces de leur sage administration ; il établit différentes lois de police, qui étaient autant de témoignages de la sagesse de ce prince.

Les hostilités, qui avaient cessé pendant quelques mois de l'hiver, recommencèrent en avril 1734 Charles avait aussitôt repris le poste de l'honneur; mais les caprices et les bizarreries du duc de Villars lui préparaient des désagréments.

Déjà il avait eu lieu de se plaindre des prétentions exagérées du héros français, prétentions qui étaient cependant soutenues par l'un des meilleurs généraux de Charles, le baron de Rhébinder (1) ; le Roi, sous le prétexte fondé d'un manque de respect

(1) Bernard Othon, baron de Rhébinder, Suédois qui par goût s'était attaché au service du roi Victor, et qui était alors gouverneur de Pignerol.

et de subordination, donna l'ordre à ce général de repartir sur-le-champ pour son gouvernement ; le duc de Villars continuait encore à vouloir agir contre l'avis du conseil, lorsqu'enfin, rappelé par les ordres de sa cour, il dut remettre le commandement de l'armée au maréchal de Coigni, et partir pour Turin, où, tombé gravement malade, il succomba le 17 juin, dans sa 82ᵉ année. On dit qu'il mourut dans la maison et dans la chambre même où il était né, lorsque son père était ambassadeur à Turin.

Ces divers soucis et les soins du gouvernement ne parvenaient cependant pas à distraire le Roi des peines que lui causait le mauvais état de santé de la Reine ; cette jeune princesse était depuis quelque temps dans un état de langueur qui faisait craindre pour ses jours. Un courrier, arrivé en toute hâte au camp de Milan, apprit au Roi que la Reine était plus mal ; Charles n'hésita pas, il vola auprès de celle qui avait su par ses rares vertus captiver sa tendre affection et l'amour de tous ceux qui l'entouraient. L'état de cette princesse n'était pourtant pas encore désespéré, et Charles se hâta de retourner au camp, où de nouveaux et plus brillants succès l'attendaient encore.

Le maréchal de Coigni, soit qu'il y fût forcé par les mouvements de l'ennemi, soit qu'il fût jaloux de se signaler en l'absence du Roi, avait, le 29 juin, engagé près de Parme une action qui fut des plus meurtrières.

Le Roi, qui était en route, apprit que les armées en étaient venues aux mains; il continua à avancer sans reprendre halcine, et l'aube du jour le vit arriver au camp au moment où l'ennemi venait d'être mis en déroute.

Le général autrichien comte de Merci perdit la vie dans cette action ; le Roi eut à déplorer, en outre des blessures du marquis de Suze, son frère, la perte de près de quatorze cents hommes des siens, et soixante officiers ; mais la perte de l'ennemi fut de six mille hommes, outre sept généraux tués ou blessés.

Le général comte de Königseck, honteux de cette déroute, voulut en quelque sorte la réparer ; il passa la Secchia en silence pendant la nuit, et jeta dans l'armée des alliés la confusion et l'alarme; mais Charles, qui dès l'aube du jour avait reconnu les différents mouvements de l'ennemi, dispose avec une admirable tranquillité la fameuse retraite de Guastalla , qui fut exécutée avec le plus grand ordre ; il protége les troupes en personne et contient les ennemis, restant à l'arrière-garde.

Un de ses meilleurs généraux de cavalerie, le comte d'Apremont, force les ennemis à lâcher prise, et à se retirer à San-Benedetto ; ils reparaissent pourtant trois jours après, et le comte de Königseck manifeste le dessein de livrer bataille ; elle eut lieu le 19 et dura pendant douze heures consécutives, avec un acharnement égal de part et d'autre.

Lors du commencement de l'action, Charles-Em-

manuel se trouvait à la messe; il invoquait le Dieu des armées en faveur de sa cause ; déjà il entendait le bruit meurtrier du canon, mais il ne montre ni émotion ni impatience ; on croit devoir l'avertir que les ennemis s'avancent. « *Lasseje fè* (1) », répond-il avec tranquillité. Le saint sacrifice s'achève ; il monte à cheval, et, jetant un regard satisfait sur ses troupes, son premier soin est d'appeler auprès de lui ceux des gardes du corps qui, peu de temps auparavant, avaient failli le laisser enlever par l'ennemi, et avec cet air de bonté qui lui est propre : « Messieurs, leur dit-il, je compte sur la sincérité « de votre repentir, et je vous ai nommé aujour- « d'hui de garde auprès de moi. J'espère, ajouta- « t-il d'un air fier, vous mener si loin que vous ré- « parerez votre faute et que vos camarades vous « reverront de bon œil. » Ce trait touchant de magnanime bonté émeut ces jeunes guerriers et ranime leur ardeur ; ils jurent de mourir pour leur Roi, et ils tiennent parole : plusieurs d'entre eux sont tués à côté de lui.

Cependant la cavalerie du Roi et le corps entier des gardes du corps avaient engagé l'action par une charge brillante, en enlevant cinq drapeaux à l'ennemi.

Le Roi, suivant l'exemple des généraux français, endosse une cuirasse ; mais se trouvant incommodé de cette armure, il la quitte peu après, et

(1) Laissez-les faire.

se montre dans la mêlée en simple veste de taffetas blanc.

Cette circonstance n'échappe point aux soldats des deux nations; ils rivalisent de zèle et d'amour pour cet auguste chef.

Accompagné du marquis d'Orméa et de l'ambassadeur français, Charles se montre pendant toute la journée aussi imperturbable dans les combats que dans les actions ordinaires de la vie.

La sérénité, la gaieté même ne cessent de se manifester sur son front; il voit l'opiniâtre résistance de l'ennemi, et ordonne au marquis de Maillebois de le charger en flanc à la baïonnette. Cette manœuvre est suivie d'un plein succès; une action sanglante s'engage, le prince Louis de Wurtemberg est tué, ainsi que le prince de Valdeck; huit mille Autrichiens jonchent le champ de bataille. Königseck enfin se replie le soir même sur Luzzara et repasse le Pô le jour suivant. Ainsi finit cette fameuse bataille de Guastalla, où les ennemis et les alliés eurent l'occasion d'admirer dans Charles-Emmanuel, non-seulement une brillante valeur, mais en même temps ce sang-froid, cette présence d'esprit, en un mot, ces talents militaires qui constituent le général habile et le vaillant guerrier. Cependant on entre de part et d'autre en quartier d'hiver. Dès les premiers jours de la campagne suivante, qui commença en avril 1735, les rois de France et de Sardaigne, réunis d'intérêt et de volonté, quoique disposés à combattre l'ennemi, traitaient secrètement avec lui.

Le duc de Noailles, investi du commandement de l'armée française, avait à ce sujet reçu des instructions de son gouvernement.

Charles-Emmanuel, qui avait passé l'hiver tantôt près de la Reine, à Turin, tantôt à Milan, se trouve le 20 mai à Crémone, où il arrête avec le duc de Noailles le plan de la nouvelle campagne.

Ce plan une fois adopté, le Roi passa l'Oglio près de Cannetto, et se porta au-devant du comte de Königseck, dont l'armée se trouvait campée entre le Véronais et le Mantouan ; il le força dès lors de prendre la route du Tyrol et de se retirer vers Trente.

Mantoue et la Mirandole étaient les seules places qui restaient aux impériaux. La reine d'Espagne, qui voulait établir à Parme et à Plaisance l'infant don Philippe, son fils, désirait y ajouter le Mantouan, et avait donné ordre au duc de Montemar, général en chef de ses troupes, d'agir en conséquence. Mais Charles-Emmanuel, qui voyait que l'intention de la reine d'Espagne n'était pas de consentir au traité par lequel la France lui avait promis la cession du Milanais, refusa de concourir à l'entreprise de Montemar. Ainsi cette campagne se passa presque dans une inaction totale.

La France, de son côté, qui avait à soutenir sur le Rhin une guerre autrement importante, ne faisait passer au duc de Noailles que de bien faibles secours, qui ne suffisaient pas à l'entretien de ses troupes.

Le Roi alla dans ce temps prendre les eaux de

Bodalano dans le Crémonais, et s'acheminant ensuite vers la capitale de ses États, il n'y fut pas plus tôt arrivé qu'il y reçut un courrier par lequel le cardinal de Fleury lui donnait avis d'un armistice conçlu entre la France et l'Empereur; quant à la portion du Milanais qui lui avait été promise, le ministre n'avait pas honte d'avouer qu'il avait été impossible.de l'obtenir de l'Espagne, et se bornait à assurer le Roi que la France saisirait quelque autre occasion de lui témoigner sa reconnaissance (1).

Charles, à qui les succès des campagnes précédentes étaient dus en grande partie, fut extrêmement mécontent de voir qu'on lui manquait de parole; il sut cependant se contraindre et dissimuler la juste indignation qu'il éprouvait.

Un chagrin bien plus vif et plus sensible vint abreuver son âme : la Reine était parvenue au terme de sa vertueuse carrière.

Ni les soins assidus du plus tendre époux, ni les vœux innocents de son jeune fils, ni les prières que ses sujets offraient à Dieu, rien ne put sauver les jours de cette princesse accomplie; la mort impitoyable l'enleva à sa famille et aux malheureux, dont elle était la mère.

Polixène rendit le dernier soupir le 13 juin 1735, âgée de 28 ans.

Les habitants de Turin, qui avaient conçu pour elle la plus respectueuse affection, la reportèrent

(1) Mémoires du marquis Costa, tome III, page 175.

par la suite sur la sœur chérie de cette Reine adorée, Christine de Hesse-Reinsfeld, lorsque cette princesse épousa, le 1er mai 1740, Louis de Savoie-Carignan, premier prince du sang.

La paix générale, qui fut signée à Vienne le 18 novembre 1738, vint d'autant plus faire diversion à ce cruel événement, que le Roi, qui la ratifia le 3 février suivant, acquit par elle le Novarais, le Tortonais, les quatre terres de San-Fedele, Torre, Fonte-Gravedo, Campo-Maggiore, et en outre quelques-uns des fiefs impériaux qui sont situés dans cette chaîne de montagnes du Piémont qu'on appelle les Langhes. Par un des articles principaux des préliminaires de ce traité de paix, le duc François de Lorraine ayant épousé Marie-Thérèse, fille aînée de l'empereur Charles VI, reçut en échange de la Lorraine le grand-duché de Toscane.

Les augustes époux, en revenant de Florence à Vienne, en 1735, passèrent à Turin. Charles-Emmanuel accueillit ses hôtes illustres par des fêtes où il déploya cette magnificence par laquelle il savait, dans les occasions d'éclat, s'écarter de cette sage économie qui formait la principale base de son caractère.

La paix, qui ne se publia définitivement qu'en 1739, avait été le signal de nouvelles fêtes, tant à Vienne qu'à Florence et à Turin. Mais cette joie si sincère, si générale, avait bientôt été troublée par la perte que ces diverses cours firent d'un

prince que la chrétienté, dont il avait été le plus ferme appui, dut universellement regretter. Eugène-François, prince de Savoie-Carignan, mourut à Vienne, le 28 avril 1736. Ce grand capitaine, dont la vie eût été digne d'un historien comme Plutarque, fut également regretté par la cour de Vienne, qu'il avait servie avec tant de gloire, et plus encore par la cour de Savoie, non-seulement à cause des liens du sang qui l'unissaient à elle, mais aussi pour les services éminents que ce grand prince avait su lui rendre dans diverses circonstances.

Dans les loisirs de la paix, Charles pensa à choisir une nouvelle épouse qui pût donner d'autres appuis à sa couronne.

Il la choisit dans cette race auguste dont les aïeux avaient eu tant de ressemblance avec les siens par leur amour pour leurs peuples. Elisabeth de Lorraine, fille de Léopold et sœur de François, grand-duc de Toscane, est celle qu'il destine pour servir de mère à son fils bien-aimé.

Ses espérances et celles de ses sujets ne furent point vaines : la jeune princesse, qui avait été jusqu'alors l'ornement de la cour de Lorraine, était destinée par la Providence à devenir l'idole de la cour de Turin; la demande de sa main fut faite dans les formes de l'étiquette.

Le prince de Carignan, muni de la procuration du Roi, partit pour Lunéville et épousa en son nom la princesse Elisabeth.

Charles, qui voulait accroître la splendeur de sa

cour par la réception de la jeune Reine, et en même temps récompenser ceux qui, dans la guerre précédente ou dans l'administration du gouvernement, lui avaient donné le plus de preuves de leur zèle, tint un chapitre de l'ordre de l'Annonciade, dans lequel il proclama, le 19 mars 1737, neuf nouveaux chevaliers, parmi lesquels il se plut à distinguer le comte de Birague, son sous-gouverneur, le marquis d'Orméa, ce ministre zélé qui, aux soins du cabinet, avait joint ceux de la guerre, et le marquis de Breille, à qui il avait, dès l'année 1733, confié la surintendance de l'éducation du prince héréditaire duc de Savoie.

Après cette promotion, le Roi, suivi de toute sa cour et de celle qu'il destinait à la nouvelle Reine, partit pour aller au-devant d'elle jusqu'à Chambéry. Les deux époux furent charmés l'un de l'autre, et après un séjour d'une semaine qu'ils firent dans l'ancienne capitale de leurs États, ils prirent la route de Turin, où ils arrivèrent dans la soirée du 31 mars. Le 1er avril, le mariage fut célébré avec la pompe la plus brillante ; cette auguste cérémonie fut suivie de fêtes magnifiques.

Le Roi songea ensuite à profiter de l'instant de tranquillité qui régnait en Europe pour s'occuper avec la plus active sollicitude des améliorations qu'il voulait depuis longtemps apporter à son gouvernement. Déjà, par son édit du 27 juillet 1736, il avait ordonné que la principale rue de Turin, celle de Dora-Grossa, fût alignée, et pour engager les

habitants à y bâtir des maisons selon les nouveaux plans approuvés par lui, il leur avait accordé plusieurs priviléges, entre autres celui de pouvoir établir des fidéicommis dans leur descendance.

La crainte d'une nouvelle rupture entre les puissances lui suggéra l'idée de prendre les moyens nécessaires pour soutenir une nouvelle guerre avec avantage.

C'est alors que fut créée cette école royale d'artillerie devenue depuis si fameuse, ainsi que le corps d'ingénieurs topographes pour servir dans l'état-major général de l'armée. Il acheva aussi, ou poursuivit, les travaux commencés sous le Roi son père pour rendre inexpugnables les forteresses de ses États.

Ces précautions n'absorbèrent pas en entier tous ses soins, car tandis qu'une sage prévoyance lui dictait toutes ces mesures, la grande opération du cadastre s'achevait en Savoie, et Turin vit élever dans ses murs le grand théâtre royal ; ce somptueux monument de la grandeur de son règne, bâti par ses ordres, d'après les dessins du célèbre architecte comte Benoît Alfieri, s'ouvrit au public pour la première fois, le 26 décembre 1740.

C'est aussi dans ce temps que se terminèrent définitivement avec le Saint-Siége ces démêlés qui causaient au cœur religieux du roi Charles une peine si sensible. Benoît XIV, ce pontife éclairé, dont l'esprit était aussi conciliant qu'aimable, ve-

nait de s'asseoir sur la chaire de Saint-Pierre. Il était réservé au marquis d'Orméa, qui déjà s'était acquis tant d'éloges lors des premières négociations, de conduire à leur terme celles qui allaient se renouer.

Ses soins ne furent pas infructueux; le nouveau concordat confirmatif du précédent fut publié le 5 janvier 1741. Le souverain-pontife accorda à perpétuité à la maison de Savoie, non-seulement le droit de nomination aux bénéfices consistoriaux dans les provinces d'Acqui, de Casal, d'Alexandrie, de la Lumelline et de la Vallée de Sésia, mais il mit fin pareillement aux autres différends, en conférant au Roi et à ses successeurs le titre de vicaire perpétuel du Saint-Siége.

Charles fut si satisfait de voir une parfaite harmonie rétablie pour toujours entre la cour de Rome et lui, qu'il éleva le marquis d'Orméa à la plus haute dignité de ses États, en le nommant grand chancelier et en le confirmant en même temps dans la charge de ministre des affaires étrangères, chose jusqu'alors inusitée.

Cependant la Reine, après avoir accouché de deux enfants, le duc d'Aoste et la princesse Marguerite, qui précédèrent leur mère dans la tombe, mit au jour, le 21 juin 1741, un second fils, qui reçut sur les fonts baptismaux les noms de Benoît-Maurice, et auquel le Roi donna le titre de duc de Chablais, mais la naissance de ce prince fut la source de cuisants chagrins, puisqu'elle fut cause de la mort de

la Reine, qui mourut, des suites de cette couche, le 3 juillet suivant.

Rien ne peut égaler la douleur que ressentit le Roi; en vain lui offre-t-on toute espèce de consolations, en vain le supplie-t-on d'avoir soin de ses jours si précieux pour le bien de l'État : il repousse tous ceux qui l'approchent; il veut, loin de tout le monde, vivre isolé dans ses vastes appartements, en proie au plus violent désespoir; il ne parvient enfin à retrouver un peu de calme que dans la solitaire et paisible chartreuse de Colegno, où il court se renfermer pour quelque temps au milieu de ces pieux cénobites, qui, par leur détachement, vivent déjà loin de cette terre d'exil, et semblent jouir par anticipation du bonheur céleste. Le silence de la retraite, les sages exhortations de ces vertueux solitaires font trève à la douleur de Charles, et Dieu parle enfin à son cœur. Il se souvient que, père tendre, il se doit à ses enfants; souverain adoré, ses moments doivent être consacrés à son peuple; vaillant capitaine, il doit à sa gloire de soutenir l'éclat du nom que ses victoires ont déjà illustré.

Cette occasion lui est bientôt fournie : l'empereur Charles VI, le dernier descendant des Othons et des Frédérics, meurt à Vienne, le 20 octobre 1740; l'incendie général que cette mort devait faire éclater en Europe minait sourdement l'empire germanique.

Les souverains d'Espagne, de Naples, de Prusse,

de Pologne et de Sardaigne élevaient des droits sur l'immense succession de Charles VI, dont était en possession l'archiduchesse Marie-Thérèse, sa fille aînée, qui avait épousé François de Lorraine, grand-duc de Toscane.

Marie-Thérèse, héritière naturelle de son père, soutenait ses droits sur la célèbre pragmatique sanction qui réglait l'ordre d'hérédité dans sa famille; mais elle ne savait pas alors, et dut s'apercevoir bientôt, que ses droits, quoique légitimes, ne pouvaient être respectés qu'autant qu'ils seraient appuyés par la force.

Les puissances intéressées à se disputer les États de la maison d'Autriche se bornaient pour le moment à s'observer mutuellement, lorsque Frédéric II, roi de Prusse, fut le premier qui, pénétrant à main armée dans la Silésie, décida l'Europe incertaine, et rendit nécessaire une guerre encore douteuse, et qui, dans son origine, semblait devoir changer de face la plus grande partie des États de l'Europe.

La Pologne et la France, s'unissant à la Prusse, voulaient faire élire empereur le duc de Bavière; Charles-Emmanuel prit le parti le plus généreux et peut-être le plus adroit. Quoique le Milanais lui tînt encore à cœur, le but principal de ses efforts, et qui avait toujours été celui des opérations militaires du Roi son père, était de maintenir l'équilibre de l'Italie, et surtout d'éviter de se mettre dans la dépendance des Français ses voisins.

Aussi n'hésita-t-il pas à se déclarer pour la reine

de Hongrie ; il signa, dès le commencement de février 1742, un traité provisoire avec cette princesse, par lequel, en substance, sans renoncer à ses prétentions sur le Milanais, il s'engagea à fournir sur-le-champ des troupes pour arrêter les progrès des Espagnols en Lombardie; mais, par une clause qui parut en général assez extraordinaire, le Roi déclarait que si ses intérêts l'obligeaient à changer de parti, la reine de Hongrie en serait avertie deux mois d'avance.

Malgré la force des motifs qui déterminèrent le Roi à embrasser le parti de Marie-Thérèse, on fut surpris d'une telle résolution, qui n'assurait à Charles, contre tant d'ennemis, que le faible appui d'une puissance menacée elle-même dans la partie la plus essentielle de ses Etats; mais ce prince prévoyait déjà, dans sa haute sagesse, les changements qui, en effet, survinrent bientôt après; il présumait dès lors que tous les princes d'Allemagne ne tarderaient pas à devenir jaloux de la France; que le roi de Prusse lui-même, après avoir pourvu à ses intérêts particuliers, adopterait les maximes du corps germanique, et que l'Angleterre, toujours guidée par son ancienne politique d'équilibre, ferait tous ses efforts pour empêcher les Français de prendre trop d'autorité en Europe, et pour y semer sans cesse de nouveaux germes de discorde qui ne permissent pas de réunir toutes les forces nécessaires pour contenir dans de justes limites le pouvoir de la monarchie française. Quant à la liberté que le Roi

s'était réservée dans ce traité, de rompre ses engagements avec la reine de Hongrie en la prévenant deux mois d'avance, les motifs les plus puissants avaient décidé le Roi à faire cette proposition et la cour de Vienne à l'accepter. Ce n'est pas que Charles fût alors dans le dessein de changer, mais il craignait d'y être contraint par les circonstances, et se voyait dans l'impossibilité, si la fortune était contraire, en Allemagne, aux succès des armées impériales, de soutenir lui seul tout le poids de la guerre en Lombardie ; il ne lui restait alors d'autre parti que de s'unir à l'infant, et pour ménager cette ressource, il ne fallait sans doute pas se fermer toute voie aux négociations avec l'Espagne, qui aurait pu refuser de prêter l'oreille à des offres arrachées au Roi par la nécessité seule, ou ne lui proposer que des conditions désavantageuses, telles qu'on doit en attendre d'un prince réduit à implorer des secours étrangers et qui a déjà subi de son côté une épreuve malheureuse.

D'un autre côté, le conseil de la reine de Hongrie était dans la ferme persuasion que le plus cher intérêt de Charles était de soutenir la puissance de la maison d'Autriche en Lombardie ; aussi banissant toute crainte de l'avoir jamais pour ennemi, il ne regardait cette liberté que comme une ruse de sa part pour engager son allié à le ménager d'autant plus.

Telles furent les raisons qui hâtèrent de part et d'autre la conclusion de ce traité, dans lequel le

Roi, en prenant les engagements les plus forts pour le moment, conservait cependant une entière liberté pour l'avenir, et ne se réservait le pouvoir de changer que pour mieux assurer les avantages qu'il attendait de cette alliance, et s'efforçait enfin d'allier l'intérêt à la bonne foi, et la vérité à tout ce qui pouvait lui être plus contraire.

Charles-Emmanuel parlait souvent avec complaisance de ce traité, qu'il regardait justement comme le chef-d'œuvre de sa politique et de celle du marquis d'Orméa, le ministre le plus habile qu'eût jamais eu sa maison, et dont le génie pénétrant lui avait suggéré un tel avis, persuadé comme il l'était que la face des affaires ne tarderait pas à changer.

A peine le traité dont je viens de parler eut-il été signé, que l'on vit avec étonnement se former en Piémont une armée de quarante mille hommes prête à se mettre en campagne. Des convois d'artillerie sortirent de l'arsenal de Turin dès le milieu de mars 1742. Les troupes piémontaises prirent leur position sur les frontières de la Lombardie et du Parmesan.

Les armées austro-sardes opèrent leur jonction sur le Tanaro à la vue même des Espagnols. Modène, la Mirandole et les forts des monts sont emportés sous les yeux mêmes du général espagnol duc de Montemar, qui, retranché à la droite du Panaro, demeure paisible spectateur des succès de Charles-Emmanuel. Celui-ci s'avance jusqu'au Rubicon ; mais la sûreté de son propre pays arrête

son ardeur. Il apprend que l'infant don Philippe, entré en Provence dès la fin de juillet, à la tête de vingt-deux bataillons, menace de faire une irruption dans le comté de Nice.

Charles se hâte d'envoyer des troupes sur le Var, de garder les passages, de renforcer Démont et Coni, ce qui oblige les Espagnols à rebrousser chemin et à tenter une nouvelle entreprise sur la Savoie.

A la nouvelle qu'il en reçoit, Charles, sans songer à la rigueur de la saison et aux routes presque impraticables qu'il doit franchir, court à la défense d'un pays qui fut le premier berceau de sa grandeur; mais le duché de Savoie est déjà au pouvoir des ennemis, et le Roi est obligé de se retirer sur Montmeillan par la plaine des Marches.

Le général espagnol comte de Glimes, qui était résolu de se retirer de la Savoie, est hautement improuvé par la cour de Madrid, qui lui donne pour successeur dans le commandement le marquis de la Minas. Celui-ci, non-seulement pénètre plus avant dans la Savoie, mais dès son arrivée fait jeter des ponts sur l'Isère, montrant par là le dessein de se porter sur Aiguebelles pour couper la retraite à l'armée sarde.

Cruellement déçu de l'espoir de chasser les Espagnols de la Savoie, Charles-Emmanuel se voit avec douleur dans la nécessité de repasser en Piémont.

Cette retraite, que la rigueur de la saison rendit

si désastreuse, se fit pourtant dans le plus grand ordre; le Roi, toujours au poste le plus dangereux, commandait lui-même l'arrière-garde et contenait les ennemis.

Enfin, le 1er janvier, l'armée acheva, non sans beaucoup de peine, de traverser les Alpes avec perte d'une infinité de soldats, qui mouraient de froid en passant le Mont-Cenis pendant une tourmente; le brigadier-général baron de Villette fut un de ceux qui périrent en arrivant à Suze.

La plus vive douleur déchirait le cœur du Roi. D'un côté, il voyait périr sous ses yeux une partie de son armée qui expirait sans gloire; de l'autre, il était forcé de laisser passer sous le joug des Espagnols sa fidèle Savoie.

Aussi conserva-t-il toute sa vie un souvenir pénible d'une expédition si malheureuse, que le noble désir de secourir ses sujets et l'antique patrimoine de ses aïeux lui avait fait entreprendre contre l'avis de son conseil Pendant qu'il était en Savoie, ses troupes qu'il avait laissées en Lombardie, sous les ordres du général autrichien comte de Thaun, étaient entrées en quartier d'hiver.

Mais le marquis de Gages, qui avait remplacé le duc de Montemar, ne les y laissa pas longtemps tranquilles. Dès les premiers jours de 1743, ce général passa le Panaro et offrit la bataille aux Austro-Sardes. Ceux-ci voulurent le prévenir, et, rencontrant les ennemis près de Campo-Santo, une bataille sanglante s'engagea le 8 février.

En vain les Espagnols se sont-ils attribué la gloire de cette action, puisque le champ de bataille couvert de leurs morts, et leur fuite précipitée au delà du Panaro, furent les témoins irrécusables de leur totale défaite. Cette victoire, qui pouvait faire quelque diversion aux désagréments que Charles avait éprouvés en Savoie, lui fut cependant fatale par la perte qu'il y fit d'un de ses meilleurs généraux : le vaillant comte d'Apremont, dans le feu de l'action, fut blessé à mort et transporté à Modène; il y mourut le 24 février.

Le Roi, sensiblement affecté de ce malheur, écrivit de sa propre main, à ce fidèle compagnon de ses travaux, une lettre touchante que le général reçut quelques heures avant de mourir. A cette lettre, le Roi avait joint le collier de l'Annonciade. Le noble guerrier, quoiqu'aux portes de la mort, ne vit pas sans en être attendri un témoignage si honorable de la bienveillance de son souverain, et mourut dans les sentiments de fidélité et d'attachement dont il avait donné les plus grandes preuves à son auguste maître.

Le printemps et l'été se passèrent en négociations; la reine de Hongrie sentit encore le prix de son alliance avec le roi Charles, et pensa à se l'attacher par de nouveaux efforts.

Cependant la France, qui n'était pas même d'accord avec l'Espagne sur le sort de l'Italie, fit, mais trop tard, des propositions, vagues d'ailleurs et incertaines; tandis que l'Angleterre faisait aussi, de

son côté tous ses efforts pour retenir Charles-Emmanuel dans le parti opposé à l'Espagne.

Ce prince prenant enfin une détermination décisive, donne ses ordres au chevalier Ossorio, son ministre plénipotentiaire, qui signe à Worms, le 13 septembre 1743, un traité définitif d'alliance offensive et défensive avec la reine de Hongrie.

Il s'engagea par ce traité, et moyennant un subside de deux cent mille livres sterling que lui paya l'Angleterre, à entretenir une armée de 45,000 hommes au service de Marie-Thérèse, et celle-ci lui céda le Vigevanasque, le pays d'Aghierre et les parties du duché de Pavie situées entre le Pô et le Tessin, et au delà du Pô, en y comprenant Bobbio et son territoire. La reine de Hongrie céda encore au Roi la ville de Plaisance et la partie du Plaisantin, le long de la rivière de Nara, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et enfin ses droits sur le marquisat de Finale, cette dernière cession n'était sans doute pas coûteuse pour la Reine, puisque Finale appartenait de la manière la plus légitime à la république de Gênes, qui l'avait acheté de l'Empereur.

Dès que le traité de Worms fut connu de la France, cette puissance déclara la guerre au roi Charles, qui, de son côté, s'empressa d'en faire autant envers elle, le dernier jour de septembre 1743.

Don Philippe en personne s'avança à la tête de 30,000 hommes, et attaqua, le 26 octobre, la ligne fortifiée des Alpes, près des sources de la Vraita;

mais en vain ce prince voulut-il forcer ce passage : Charles-Emmanuel, à la tête de ses troupes, le repoussa plusieurs fois avec succès, et la neige, tombée en abondance, le 10 octobre, força le royal infant à se retirer, le 12, au delà des monts, avec une perte de 4,000 hommes. Charles, de son côté, quitta l'armée le 15, et les troupes entrèrent en quartier d'hiver.

Dans la campagne suivante, don Philippe, à qui s'était réuni le prince de Conti, commandant de l'armée française, ayant passé le Var, se rendit maître de Nice sans éprouver beaucoup de résistance, car les troupes piémontaises s'étaient en partie repliées sur Saorgio.

Les princes résolurent alors d'attaquer le petit fort de Mont-Alban, sur les hauteurs de Nice ; l'attaque commença le 20 avril, et les efforts redoublés des assaillants, les ruses par eux employées, les firent réussir à s'emparer des quatre principales batteries, et à faire prisonniers de guerre non-seulement cinq bataillons, mais le marquis de Suze lui-même, commandant général de ce poste militaire. Cependant la bravoure des troupes piémontaises ne les avait pas abandonnées.

Le commandeur de Cinzano, qui remplace le prince légitimé dans le commandement, donne ses ordres avec tant de fermeté, que ses troupes, après avoir combattu pendant tout le jour avec acharnement, obligent les assaillants à s'enfuir, et les poursuivent même l'épée dans les reins jusqu'aux

portes de Nice. Malgré cet avantage, le commandeur de Cinzano, voyant la grande diminution de ses troupes, crut devoir se replier sur Oneille.

Cependant l'armée gallispane ayant rebroussé chemin pour tâcher de pénétrer de nouveau dans le marquisat de Saluces, repassa le Var pour prendre la route du haut Dauphiné.

A peine le Roi est-il informé de cette diversion, qu'il se hâte de rappeler les troupes d'Oneille et de Saorgio pour les rapprocher des points menacés. L'infant et le prince de Conti se montrèrent alternativement aux sources de la Macra, à celle de la Vraita, du Pô et du Chison.

Sur ces entrefaites, une attaque a lieu à Pierre-Longue, et les troupes du Roi y éprouvent un échec, le 18 juillet : le bailli de Giory, déjà blessé, était en pleine retraite, lorsque deux de ses régiments retournent à l'attaque avec tant d'inpétuosité qu'ils emportent le poste, et le plus grand nombre des Piémontais est égorgé. Quarante officiers, dont le général baron Duverger et l'aide de camp du Roi, chevalier de Seyssel, sont tués. La perte des Français vainqueurs fut au moins du double de celle des vaillants défenseurs du poste, puisque cent officiers des leurs, dont six généraux, furent tués ou blessés. Le fort de Demont, qui paraissait devoir pendant quelque temps tenir tête à l'ennemi, se rendit en même temps par la terreur panique que causa parmi les soldats de la garnison un incendie qui menaçait de faire sauter le ma-

gasin à poudre. Charles fut douloureusement affecté de ce nouveau malheur, qui facilitait aux princes alliés les moyens de faire le siége de Coni. Il rapprocha, de son côté, toutes ses forces pour sauver les approches de cette place.

Imitant l'exemple du feu Roi, il avait l'art de détourner souvent l'ennemi de son but principal en l'attirant à sa poursuite et en changeant toujours de position.

Mais tous ces moyens ne firent que ralentir les opérations combinées par l'armée gallispane, pour former le siége de l'importante place dont il était si nécessaire de se rendre maître.

Le Roi se décida, pour sauver Coni, à livrer une bataille décisive; ce fut aussi l'avis du grand chancelier d'Orméa, consulté par le Roi dans une circonstance si épineuse.

A peine Charles-Emmanuel eut-il pris cette détermination que, quittant son camp devant Saluces, le 26 septembre, et marchant sur la Stura, entre Coni et Fossan, il vint attaquer l'ennemi dans son camp de Notre-Dame de l'Olmo; le 29, comme il disposait ses troupes en ordre de bataille, l'ennemi attaqua la gauche de l'armée, fut repoussé et revint à la charge; le canon ennemi faisait un épouvantable ravage; l'aile gauche des austro-sardes fut écrasée; Charles lui-même fut longtemps exposé au feu d'une batterie, et eut plusieurs officiers tués à ses côtés. La nuit seule put mettre fin à ce sanglant combat.

Quelle nuit funeste! le Roi la passa dans une ferme des environs, et plongé dans le chagrin, il gardait sur ses souffrances personnelles le plus profond silence; seulement, de temps à autre, on l'entendait répéter en soupirant : *Mes pauvres officiers! mes pauvres soldats!* Ce furent les seules plaintes qu'il fit entendre.

Le Roi exécuta sa retraite en bon ordre, et arriva le jour suivant à Saluces; il dit à l'évêque de Fossan ces mémorables paroles : *Soyons humiliés, mais non pas abattus.*

Le ciel parut enfin se déclarer en sa faveur; le débordement du Gesso et de la Stura, joint à la disette de toutes choses qu'éprouvait l'armée gallispane, contraignit celle-ci à lever le siége de Coni, et à se retirer à Demont. Démolissant ensuite cette forteresse, ils l'abandonnèrent, et passant par le col de l'Argentera. ils rentrèrent en Dauphiné.

L'année 1745 fut bien moins favorable encore au roi Charles; la jonction qui s'opéra, sous Novi, entre les deux armées espagnoles de don Philippe et du marquis de Gages, lui fut fatale.

Charles-Emmanuel et le maréchal de Schullembourg se bornèrent à se tenir sur la défensive; leur unique opération était de couvrir Alexandrie et de se fortifier au camp de Bassignana, près de l'embouchure du Tanaro dans le Pô, tandis que l'ennemi leur prenait Tortone presque sous leurs yeux.

Le maréchal de Maillebois, digne élève de Villars, s'attacha à séparer le Roi d'avec M. de Schul-

lembourg pour profiter ensuite de cette division et détruire partiellement les austro-sardes ; les ruses qu'il employa eurent un plein succès Tandis que ce général mettait en mouvement des troupes en Savoie, dans le Dauphiné et à Nice, pour menacer Exilles et Ceva, et attirer ainsi l'attention de Charles sur ce point, le marquis de Gages, marchant du côté opposé, s'emparait de Parme, de Plaisance, de Bobbio, surprenait Pavie et jetait un pont sur le Pô.

Quoique le Roi n'eût détaché que quelques troupes pour secourir les frontières, le maréchal de Schulleinbourg, croyant Milan en danger d'être attaqué, partit de Bassignana, où il laissa les troupes sardes ; celles-ci furent bientôt attaquées par les colonnes ennemies revenues à marches forcées sur le Tanaro. Charles-Emmanuel fut forcé dans sa position, le 27 septembre. Mais le prince belliqueux ne perd pas la tête : il se hâte de rassembler sept bataillons qu'il jette dans Alexandrie, et gardant à ses côtés l'héritier de son trône, il suit la noble maxime qu'il avait toujours adoptée dans les occasions de retraite ; il se place à la tête de sa cavalerie, et suit le reste de ses troupes jusqu'à Valence, harcelant continuellement l'ennemi pour protéger la retraite de ses soldats. Mais ces revers ne sont pas les seuls qui viennent accabler le Roi. Alexandrie assiégée se rend au bout de onze jours de tranchée ouverte : Casal, Valence, Mortara et Seravalle tombent au pouvoir de l'ennemi.

Marie-Thérèse, par la paix qu'elle a conclue avec Frédéric II, est libre de porter ses principales forces en Italie; la France fait des propositions de paix au roi Charles, qu'elle veut toujours détacher du parti autrichien; le Roi écoute ces propositions, qui lui sont faites à l'insu de l'Espagne.

Louis XV entretient avec son oncle une correspondance suivie, et les choses vont au point que le marquis de Gorzegno signe, vers la fin de décembre, avec M. de Champeaux, des préliminaires de paix. Mais Marie-Thérèse, à qui l'alliance de Charles tenait à cœur, redoublait d'instances auprès de lui pour le retenir dans ses intérêts, et elle était secondée par l'Angleterre, qui offrait d'augmenter les subsides.

Charles-Emmanuel, toujours franc et loyal, s'empresse d'adresser à Louis XV un *ultimatum*, et lui fait sentir qu'une prompte réponse devenait indispensable, et que si tout n'était définitivement conclu entre eux le 28 février, il serait forcé de regarder comme non avenu tout ce qui avait été précédemment entamé.

On ne se piqua pas, à Versailles, d'être ponctuel, et le jeune comte de Maillebois, chargé d'apporter le traité signé par Louis XV, au lieu de poursuivre sa route, s'arrête à Lyon pour donner une fête aux dames de cette ville. En attendant, le Roi, pressé par le chargé d'affaires d'Angleterre et par le prince de Lichtenstein, ordonne l'attaque d'Asti; le jeune Maillebois, arrivé à Rivoli cinq jours trop tard, y

reçoit une lettre du marquis de Gorzegno, qui lui apprend que tout était rompu. Le ministre de la guerre, comte Bogino, se rend à Rivoli, et lui confirme le contenu de la lettre de M. de Gorzegno. M de Maillebois est obligé de se retirer avec la honte de n'avoir pu remplir la mission qui lui avait été confiée

Sur ces entrefaites, le baron de Leutrum reçut le commandement de 29 bataillons et 6 régiments piémontais, qui devaient surprendre Asti. Cette ville est investie dans la nuit du 5 au 6 mars; on apprend au camp austro-sarde, par des lettres interceptées, que le maréchal de Maillebois serait le 8, à sept heures du matin, sur les hauteurs d'Asti pour lui porter secours.

Le baron de Montmorency, qui commandait dans la ville, signe une capitulation le 7 au soir, et le 8, à quatre heures du matin, les portes d'Asti sont livrées aux austro-sardes.

La délivrance d'Alexandrie suit de près cet événement; après un siége des plus opiniâtres, cette ville est forcée de se soumettre; le Roi recouvre presque aussitôt les places qu'il avait perdues; la jonction du maréchal Brown avec les troupes piémontaises s'opère sous Novi entre le canon de Tortone et l'armée espagnole.

Charles, en vainqueur humain et généreux, voit d'un œil de compassion les malheurs des habitants de Novi, et il empêche le pillage de cette ville, qui cependant avait mérité de subir ce sort.

Le château de Rivalta, près de Bormida, est emporté par le prince Louis de Carignan, qui se montre dans cette occasion le digne neveu du grand Eugène.

Savone ne peut tenir contre les assauts d'un général aussi expérimenté que le comte de la Rocque : les villes de Finale, de Ventimille, de Villefranche et toute la rivière du Ponent sont conquises ; Charles, partout victorieux, vient encore se montrer aux fidèles habitants de Nice. Il arrive, le 17, à Turbie, et y reçoit la députation des consuls de Nice ; il descend, le 18, à Drap, et, le 19, la ville fidèle reçoit son souverain.

Accompagné du duc de Savoie, son fils aîné, et du prince Louis de Carignan, le Roi fait son entrée solennelle dans la matinée ; il est reçu par les habitants de Nice avec cet enthousiasme qu'excita toujours en eux la vue des princes de cette race auguste, qui, depuis plus de huit siècles, préside à leur bonheur.

Le jour que le Roi a fixé pour rendre à Dieu de solennelles actions de grâces, les avenues du temple sont obstruées par une foule ivre de joie ; la faible vieillesse et la timide enfance veulent se faire jour à travers la multitude désireuse de voir son Roi ; les malades mêmes veulent jouir de ce bonheur (1).

(1) Le président comte de Fogassieras, vieillard presque octogénaire et perclus de la goutte, se fit porter en chaise sur la porte de la cathédrale. Le Roi, à qui rien n'échappait, et qui connaissait

Mais cette vive allégresse ne devait pas durer longtemps : le Roi, parvenu à l'âge de quarante-sept ans, n'avait pas encore été atteint du fléau qui, d'ordinaire, nous atteint dans l'enfance. La petite-vérole se déclara le 7 novembre, au retour d'une excursion que le monarque avait faite à Villefranche. Elle s'était manifestée par un accès de fièvre assez violent. Une morne stupeur semblait avoir frappé les braves Niçois; plusieurs d'entre eux ne quittèrent plus les portes du palais de toute la journée; leurs transports d'allégresse ne pouvaient se contenir dès l'instant où il paraissait y avoir quelque lueur d'espoir; malgré eux, ces cris se faisaient entendre jusque dans la chambre de Charles, et le cœur de cet excellent Roi éprouvait souvent beaucoup d'attendrissement, lorsqu'il devinait que l'amour seul de ses fidèles Niçois leur faisait passer les bornes de la circonspection.

Les médecins embarrassés paraissaient désirer une crise qui sauvât les jours de l'auguste malade; elle eut lieu fort heureusement; Dieu voulut conserver encore un père tendre à ses enfants, et un souverain bienfaisant à des sujets si dévoués.

Des réjouissances de toute espèce furent célé-

les services que le vieux magistrat avait rendus au Roi son père, dans la charge de président des archives, s'approcha de sa chaise avec le duc de Savoie, et dit au comte de Fogassieras les paroles les plus affectueuses. Cette anecdote était, en 1792, encore présente à la memoire de Victor-Amédée III, qui la raconta à un neveu du vieux président, héritier de son nom, et bisaïeul de l'auteur de cet ouvrage.

brées, et le peuple y prit une part bien sincère Après sa convalescence, Charles-Emmanuel partit pour Turin, tandis que l'armée austro-sarde et le maréchal Brown, après avoir investi Antibes et dépassé Fréjus, s'avançaient vers Toulon.

La révolte de Gênes contre le général autrichien Botta rendit la position du maréchal Brown si dangereuse qu'il prit le parti de se retirer, laissant cependant le comte de Neuhaus commander l'arrière-garde.

Mais le général, chassé au delà de la rivière d'Argens par le maréchal de Belle-Isle, remit le commandement au marquis d'Orméa, qui, soutenant une retraite assez difficile, fit repasser le Var à ses troupes, le 12 avril 1747.

Cependant le maréchal de Belle-Isle, ayant reçu l'ordre de pénétrer en Piémont, voulut exécuter cette opération en passant par les Alpes occidentales et en se portant entre Exilles et Fénestrelles.

Charles aussitôt donne les ordres nécessaires pour la formation d'un camp sur le col de l'Assiette, et confie le commandement général de cette position au comte de Bricherasco. Ce lieutenant général, dont la bravoure était reconnue, avait sous ses ordres le brigadier comte de Saint-Sébastien, qui jouissait aussi d'une réputation distinguée.

Mais le chevalier de Belle-Isle, à qui le maréchal son frère avait confié cette attaque, et qui, jeune, ambitieux et plein d'une ardeur inconsidérée, croyait trouver sur ses âpres rochers le bâton de maré-

chal de France, ne tarda pas à donner gain de cause aux troupes piémontaises.

Il attaqua, le 19 juillet 1747, à cinq heures du soir, une redoute qu'il s'agissait d'emporter de vive force ; mais ses troupes étant aussitôt repoussées, le bouillant chevalier de Belle-Isle saisit un drapeau, et plein d'une téméraire audace, il monte lui-même à l'assaut et parvient à arborer l'étendard sur une brèche ouverte, mais il est à l'instant même atteint d'un coup mortel (1).

Cet événement redouble la fureur des assaillants et enhardit les défenseurs du poste ; une lutte sanglante s'établit, mais l'ennemi, accablé, est mis dans une déroute complète. Quatre cent trente officiers, dont un général-major, cinq brigadiers et neuf colonels, sont tués ou blessés. Le comte de Bricherasco, à la générosité duquel les blessés furent abandonnés, en eut le plus grand soin.

La noble courtoisie de cet officier général le porta à faire prendre soin du corps du chevalier de Belle-Isle, qui fut remis à la demande qu'en fit le général français marquis de Villemure.

Le régiment des gardes fut celui de tous les corps qui se distingua le plus dans cette journée célèbre, au succès de laquelle contribuèrent particulièrement les comtes de Bricherasco et de Saint-Sébastien.

(1) On montre encore le rocher où périt cet intrépide et trop bouillant officier, et qui a conservé le nom de rocher de Belle-Isle.

Le Roi apprit avec une satisfaction inexprimable la gloire dont ses braves troupes s'étaient couvertes, et sut reconnaître leurs services par des récompenses particulières.

Tranquille du côté des frontières de France, Charles-Emmanuel dirigea ses forces du côté de Gênes pour seconder les troupes de la reine de Hongrie, qui avaient repris le siége de cette grande ville.

Mais la cour de Vienne ayant refusé au Roi, non-seulement la possession de Savone, mais même celle du marquisat de Finale, qui lui avait été assurée par le traité de Worms, Charles-Emmanuel s'empressa de retirer ses troupes du siége de Gênes et de les placer sur les hauteurs qui séparent la Roya de la Nervia, dans la vallée de Dolce-Acqua ; il fit ainsi un vaste camp retranché gardé par quarante bataillons.

Enfin les préliminaires de la paix tant désirée d'Aix-la-Chapelle furent signés le 19 avril 1748 ; le 10 juin suivant, ils furent ratifiés par le Roi, et la paix fut définitivement publiée le 16 octobre.

Par ce traité, on confirma au roi Charles les cessions que la reine de Hongrie lui avait faites par celui de Worms ; on dérogea cependant aux deux articles de ce traité par lesquels cette princesse lui avait cédé la ville de Plaisance, ainsi que le reste des pays situés entre Pavie et la rivière de Naro, de même que les droits sur le marquisat de Finale ; ce dernier article fut éliminé.

Quant à la partie du duché de Plaisance dont il est question ci-dessus, le Roi ne conserva sur elle qu'un droit de réversion dans le cas où don Philippe vînt à mourir sans enfants mâles, après que le royaume des Deux-Siciles aurait passé à la couronne d'Espagne. Charles renonça, pour lui et les siens, en faveur de la reine de Hongrie et de ses héritiers, aux droits et prétentions qu'il avait sur le duché de Milan, et garantit à cette princesse tous les États qu'elle possédait ou devait posséder actuellement en conséquence des différents traités et par celui de Worms.

On ne doit pas passer sous silence combien la cour de Vienne se montra peu reconnaissante envers le roi Charles, puisqu'elle n'eut pas honte de faire des démarches contre lui, en déclarant aux plénipotentiaires d'Aix-la-Chapelle qu'elle ne pouvait souscrire à l'établissement de don Philippe en Italie que dans le cas où les cessions faites au roi de Sardaigne par le traité de Worms seraient anéanties, engagement que la cour de Vienne devait respecter plus que toute autre, puisqu'elle l'avait contracté dans la vue de s'attacher un allié aussi important pour elle que le roi Charles, qui avait agi à son égard avec cette loyauté et cette générosité qui formaient la base de son caractère; mais on n'eut aucun égard à cette protestation de l'Autriche.

Charles-Emmanuel, libre de jouir en paix des acquisitions qu'il venait de faire, résolut de se li-

vrer aux soins importants d'une sage et tranquille administration.

Si les nations armées n'avaient pu s'empêcher de lui offrir un tribut d'admiration, quand la guerre agitait de son fléau cette belle Italie, l'objet des désirs des combattants, elles ne purent qu'applaudir à la sagesse que ce grand Roi déploya en temps de paix dans le maniement du gouvernement de ses États.

Il possédait à un plus haut degré que le Roi son père cet esprit de combinaison et de détail si essentiel à un homme d'État.

Modéré dans toutes ses dépenses, aucun souverain ne connut mieux que lui l'art de tirer un grand parti de ses revenus; économe jusque dans l'intérieur de sa maison, à l'entretien de laquelle, soit pour sa table, toujours également servie, soit pour tous les autres objets de nécessité quelconque, il assignait un fonds dont il n'outrepassait jamais les bornes, il administrait avec le même ordre et la même vigilance toutes les parties de l'économie civile.

Le Roi se faisait présenter chaque année des états exacts de la recette et de la dépense de l'année précédente, en destinant aussitôt les épargnes à quelque objet d'utilité publique, aux hôpitaux, aux manufactures, à l'arsenal, aux fortifications.

Content lorsqu'il pouvait supprimer un impôt, il eut toujours pour maxime d'en augmenter plutôt le poids que le nombre.

Son attention se fixa d'abord principalement sur les affaires ecclésiastiques ; il vit que l'augmentation de la population rendait nécessaire une plus grande quantité d'ouvriers évangéliques, et par conséquent l'augmentation des diocèses ; aussi s'occupa-t-il, dès l'année 1750, à ériger l'évêché de Pignerol ; l'érection de ceux de Suze, de Bielle et d'Iglesias suivit de près celle de Pignerol.

Il pourvoit de même à l'établissement des séminaires, où l'esprit d'unité dans la doctrine, la science de la discipline et des mœurs se conservent partout avec intégrité, et forment de nouveaux ministres de l'Évangile. Sa bienfaisance considère avec un œil de commisération ces enfants égarés, mais chéris, qu'il se plaît à compter dans sa grande famille. Un hospice pour les Vaudois convertis des vallées de Lucerne est ouvert à Pignerol, et le Roi y ajoute l'établissement de quelques manufactures.

La pieuse reconnaissance envers l'auguste protectrice de ses États ne lui fait point oublier le vœu religieux fait par le Roi son père ; il donne ses ordres, et fait achever le somptueux monument de Superga. Le 12 octobre 1749, il ordonne qu'une fête solennelle soit célébrée pour la consécration de cette superbe basilique sous l'invocation de Notre-Dame, et, par son diplôme du 26 août 1750, il fonda cette congrégation illustre, qui veille à la garde du sanctuaire et aux tombes royales.

Charles-Emmanuel donne aussi à ses peuples un exemple de piété. Il s'arme de rigueur contre les

prévaricateurs des lois divines ; sans pitié pour les voleurs sacriléges, il ordonne qu'on sévisse avec la plus grande sévérité contre un scélérat qui avait enlevé le saint ciboire dans l'église de Saint-Marc ; la licence des mœurs est de même réprimée ; partout s'élèvent des asiles à la pudeur ; la jeunesse indocile est réunie dans une maison de correction. Mais son zèle pour la religion ne se borne pas à cela ; il prend le plus grand soin des hôpitaux, et dirige avec sagesse les élans de la charité publique, et donne lui-même, ainsi que sa famille, l'exemple salutaire de destiner ses aumônes à secourir les véritables pauvres que la honte oblige à se cacher, et qui périssent souvent dans l'obscurité faute de secours qu'ils répugnent à aller mendier eux-mêmes ; mais la mendicité valide n'obtient point de pitié, et l'oisiveté ne trouve point de refuge pour échapper à ses poursuites vigilantes.

Voilà comment Charles-Emmanuel savait remplir les devoirs d'un Roi vraiment chrétien.

Ceux qui lui sont imposés comme protecteur des lettres ne sont pas moins l'objet de ses sollicitudes. Il établit, le 9 juillet 1740, d'après les conseils du comte Favetti de Bosses, cette fameuse imprimerie royale, qui devait attirer tant de lustre sur son gouvernement.

Il manifesta le désir de voir enrichir le cabinet d'histoire naturelle, et celui des antiques. Il choisit pour cet objet deux célèbres professeurs, les docteurs Donato, de Padoue, et Carburi, de Céphalonie,

et les envoie à ses frais voyager dans les pays étrangers pour faire des recherches d'objets relatifs à ces deux branches d'instruction publique. Carburi se borne à parcourir l'Europe; mais Donati, qui veut entreprendre le voyage de l'Egypte et de la Syrie, s'embarque le 19 juin 1759; il parcourt ces pays célèbres, ainsi que la Palestine, pousse jusqu'à l'isthme de Suez, va visiter Bagdad et Bassora, toujours augmentant une collection déjà bien riche, et qu'il s'empresse de faire passer à Turin; mais, victime de son zèle pour les ordres du Roi et de son amour des sciences, l'intrépide voyageur périt malheureusement dans ces contrées lointaines.

Dans le même temps se formait à l'arsenal, et dans l'ombre du silence, cette société de jeunes savants, à la tête desquels se voyaient le comte de Saluces Monesiglio, le docteur Cigna et Louis de la Grance, qui, plus tard, honorée de la bienveillante protection de l'héritier du trône, devait acquérir, sous le titre d'Académie des sciences, cette haute réputation de doctrine dont elle jouit maintenant en Europe; tandis que plus tard se réunissait, chez le marquis Octave de Barolo, cette société d'hommes de lettres que le célèbre Denina, qui en était membre, appelait le parlement octavien, et qui publia un recueil imprimé en plusieurs volumes de notices historiques sur les illustres Piémontais.

Mais personne alors ne pouvait se douter que l'Académie royale militaire recevait dans son sein

(en 1758) le jeune homme qui devait illustrer un jour, non-seulement son pays, mais l'Italie elle-même, par les productions de son génie; en un mot, le restaurateur de la scène tragique, le fougueux comte Alfieri.

Le roi Charles, qui, selon l'expression d'un auteur de nos jours, n'aimait pas plus le luxe de l'esprit que celui des mœurs, et, par conséquent, n'aimait pas trop la poésie, créait, en 1763, l'établissement hydrométrique qui lui fut suggéré par le célèbre professeur Michelotti, et qui devait servir pour l'école hydraulique.

Les arts n'attiraient pas moins son attention : dès le 19 avril 1741, il avait fondé à Turin une école de sculpture; et les nombreuses acquisitions qu'il fit, en divers temps, de plusieurs objets pour les arts; le soin qu'il eut d'entretenir à ses frais des élèves en Italie, et entre autres les frères Collini; la protection bienveillante qu'il accorda au chevalier Baumont, les honneurs dont il le combla, prouvent sans doute combien il tenait à cœur de favoriser les arts en honorant les artistes.

Mais son attention principale fut d'introduire aussitôt après la paix d'Aix-la-Chapelle, cette sage économie dans les finances qui formait, comme il a été dit, une des bases principales de son caractère.

Une réforme dans l'état militaire et le perfectionnement de l'agriculture furent d'abord les principaux objets de ses soins.

Il parvint ainsi en peu de temps, non-seulement à payer les dettes que les besoins de l'État en temps de guerre lui avaient fait contracter, mais à supprimer peu à peu les impôts extraordinaires qu'il avait dû faire peser sur l'État ; le jour où le dernier de ces impôts fut aboli, sa joie fut sans égale, et ne pouvant, nouveau Titus, la comprimer dans son cœur, il ne put résister au plaisir de passer de son cabinet dans la salle où se trouvaient réunis ses courtisans, afin de leur annoncer une nouvelle aussi agréable pour lui.

Mais ce qui contribua plus encore que toute autre chose à améliorer aussi rapidement l'état des affaires, ce fut le choix sage et judicieux qu'il fit de ses ministres.

Déjà, dès le 29 mai 1745, l'État avait eu à déplorer la mort du graud chancelier marquis d'Orméa. J'ai déjà dit que ce fameux ministre réunissait à ses fonctions de chancelier le soin du département des affaires étrangères, qu'il administrait de concert avec le marquis del Carretto de Gorzegno.

Le comte Bogino, jurisconsulte éclairé, comme tous ceux que l'on voyait à la tête des administrations, avait succédé au comte Fontana au ministère de la guerre, et avait su acquérir du crédit du vivant même du marquis d'Orméa, auquel il succéda ensuite, sinon dans ses charges, du moins dans son crédit auprès du Roi, et je dirai même dans son habileté. Jeune encore et n'é-

tant que référendaire d'État, premier pas dans la carrière des emplois d'économie politique, il avait donné de telles preuves de capacité qu'on le regardait dès lors comme ministre, et que déjà ceux qui avaient quelque grâce à demander à la cour sollicitaient sa protection.

Après avoir géré pendant quelque temps le bureau de la guerre, le Roi lui conféra le titre de ministre de ce département.

Le comte Bogino n'avait pas imité le marquis d'Orméa dans le penchant que celui-ci avait pour la France, mais il montrait, au contraire, beaucoup de penchant pour l'Angleterre, non qu'il agît en cela par intérêt personnel, mais parce qu'il voyait le grand avantage que l'alliance britannique offrait au Roi; aussi, dans la guerre précédente, tint-il ferme pour que celui-ci fût constamment l'allié de l'Autriche, qui était l'allié inséparable de l'Angleterre.

Dans les conférences que l'on tint à Rivoli, lorsque le jeune comte de Maillebois y arriva, le comte Bogino, qui soutenait avec fermeté les intérêts de son maître, avait donné des preuves de ses talents comme diplomate habile.

Le comte de Saint-Laurent eut la régence du département de l'intérieur.

Le marquis de Gorzegno continua à diriger le ministère des affaires étrangères, et avait pour premier officier le chevalier Charles-Flaminius Raiberty, gentilhomme niçois qui, pendant 35 ans,

remplit cette place, et mourut en 1772, également regretté de son maître, de son pays, des ministres étrangers qui y résidaient, et honoré de la considération et de l'estime de la plupart des cabinets étrangers.

On s'étonnait que le Roi ne pensât pas à pourvoir au remplacement du marquis d'Orméa dans sa charge de grand-chancelier, et on reprochait à ce prince de laisser trop longtemps, et par un principe outré d'économie, les grandes places vacantes; mais on connaissait mal ce monarque sage et prudent. Le motif qui le faisait agir ainsi était l'intention de mieux connaître les abus de l'administration et de les corriger; il gérait lui-même les départements vacants par l'intermédiaire des premiers commis, auxquels il accordait la signature, et était plus à portée, dans son travail direct avec eux, d'apprécier leur mérite et leurs talents; il s'informait d'ailleurs de mille détails, qui échappent nécessairement à la vigilance du ministre le plus attentif.

Il mettait le même soin à s'entourer de généraux habiles et courageux; en général, il savait exciter chez les jeunes gens des grandes familles un tel enthousiasme militaire, que le Roi étant parti de Turin, en 1743, pour se rendre à l'armée, il ne resta dans la capitale qu'une dizaine de jeunes gens, lesquels, honteux de ne pas avoir suivi les autres, s'empressaient d'alléguer les motifs qui les avaient empêché de suivre l'exemple général.

J'ai déjà eu occasion de parler de divers géné-

raux qui se distinguèrent le plus dans les campagnes faites sous Charles-Emmanuel ; un des plus expérimentés de ces chefs militaires, le maréchal de Rhébinder, mourut en 1743. Ce général, octogénaire, avait été de tout temps d'une humeur rude et emportée et d'une loquacité qui sans cesse lui faisait commettre quelque indiscrétion ; j'ai déjà parlé de celle dont il se rendit coupable en voulant prendre le parti du duc de Villars contre le Roi; j'ai dit que celui-ci l'avait relégué dans son gouvernement de Pignerol; mais toujours généreux, lors même qu'il punissait, Charles lui avait fait remettre, lors de son arrivée à Turin, une lettre qui l'autorisait à demeurer dans cette capitale pour y soigner sa santé; le Roi déplora la perte de ce vieil officier, qui, né Suédois, et général dans les troupes palatines, s'était distingué lors du siége de Turin en 1706, et avait ensuite pris du service près du roi Victor, à qui il avait rendu des services que le roi Charles n'avait jamais oublié.

L'inhumation du maréchal de Rhébinder eut lieu le 15 novembre avec la pompe militaire la plus brillante, et un superbe mausolée lui fut, par les ordres du Roi, érigé dans l'église paroissiale de Saint-Augustin, où ce monument existe encore.

Şur ces entrefaites, il s'était élevé quelques doutes entre les cours d'Espagne, d'Autriche et de Turin sur l'exécution du traité d'Aix-la-Chapelle Des conférences eurent lieu à Nice pour éclaircir ces doutes entre les ministres de ces puissances.

Elles durèrent depuis le commencement de décembre jusqu'au 21 janvier 1749. Ces conférences furent suivies d'un nouveau traité additionnel signé à Aranjuez, et dans lequel on avisa aux moyens de rendre la paix plus durable en Italie, et les puissances principalement intéressées prirent l'engagement de se garantir respectivement les États qu'elles possédaient ; le Roi députa pour intervenir à ce traité le marquis de Saint-Marsan.

L'Autriche y fut représentée par le prélat Christophe comte Migazzi, depuis archevêque de Vienne et cardinal ; et le premier ministre Joseph Carvajal signa le traité au nom de l'Espagne.

Il paraît qu'un des articles de ce traité, ou peut-être d'une convention secrète avec l'Espagne, fut la conclusion du mariage du duc de Savoie avec l'infante d'Espagne ; quoi qu'il en soit, il est certain que le Roi, voulant pourvoir à l'établissement de l'héritier de la couronne, ne crut pas devoir porter ailleurs ses vues, que sur cette jeune princesse.

Avant de parler de cet heureux événement, je dois donner quelques détails sur l'éducation et le caractère du jeune duc de Savoie.

J'ai parlé en passant du marquis de Breille, son premier gouverneur ; on a dit que Charles-Emmanuel n'aimait pas beaucoup ce personnage, et qu'il lui avait confié la surintendance de l'éducation du prince royal pour le tenir éloigné de la carrière des ministères ; je ne sais jusqu'à quel point cette

assertion est fondée ; toujours est-il vrai de dire que le marquis de Breille ne montra pas, comme principal instituteur du jeune prince, toute l'habileté qui est nécessaire pour cette charge importante; il se borna à vouloir faire de Victor-Amédée un prince libéral et méprisant les richesses. Peut-être le clairvoyant monarque s'aperçut-il du peu de moyens de M. de Breille, puisqu'il nomma pour gouverneur adjoint de son fils, le marquis de Fleury, qu'il destina plus particulièrement à la direction des études.

Ce digne instituteur ne négligea aucun des moyens qu'il crut propres à l'instruction de son royal élève; la méthode qu'il suivit à cet égard fut tellement approuvée, que lorsqu'il s'agit à Vienne de régler l'instruction de l'archiduc héréditaire, qui fut depuis Joseph II, on demanda à Turin le plan de celle qu'on avait suivie pour le duc de Savoie.

Le lieutenant général chevalier de Moretta fut nommé sous-gouverneur. Ce guerrier illustre et religieux, qu'on aurait pu nommer le Spartiate chrétien, et qui avait conservé au milieu de la cour même, avec l'exactitude rigide de la milice, l'austère régularité des premiers chrétiens, sut aussi inspirer à Victor-Amédée non-seulement le goût de l'étude, mais encore toutes les maximes d'une piété sincère.

Ses maîtres furent choisis parmi les personnes les plus instruites que le Roi put attirer à sa cour.

De ce nombre était le célèbre abbé Nollet, qui fut appelé de Paris pour donner des leçons de physique au jeune prince, tandis qu'il apprenait l'architecture militaire du fameux commandant Bertola.

A ces études, le jeune duc de Savoie joignit les utiles leçons de l'expérience. J'ai déjà dit qu'il avait suivi son père à l'armée dans la guerre de 1744. Il put ainsi, sinon se distinguer, du moins se former utilement, non-seulement en imitant l'exemple de son père, mais encore en suivant les opérations des meilleurs généraux de ce temps.

C'est ainsi que se formait dans l'étude des sciences et dans les principes de vertu le jeune prince qui devait faire le bonheur du Roi son père, des personnes qu'il honorait de sa bienveillance, et en même temps celui de la jeune épouse que le ciel et son père lui avaient destinée.

Le mariage étant conclu entre les cours de Madrid et de Turin, le Roi envoya comme ambassadeur extraordinaire le chevalier Ossorio, qui alla à Madrid, selon toutes les formes de l'étiquette, demander la main de la jeune infante.

Le Roi, voulant ensuite donner à sa cour un plus grand lustre, à l'occasion du mariage de l'héritier du trône, et en même temps récompenser les services de ceux des grands de ses États qui s'étaient distingués en tout genre, pensa à augmenter le nombre des chevaliers de l'ordre de l'Annonciade, qui se trouvaient réduits à quatre. Il tint en conséquence, le 27 mai 1750, un chapitre

solennel de l'ordre qui fut suivi d'une grand'-messe dans l'église de Saint-Jean, après laquelle on publia la promotion de seize nouveaux chevaliers, parmi lesquels le premier fut le jeune duc de Chablais, son second fils.

La cour partit ensuite pour aller jusqu'à Oulx au-devant de l'infante, qui était accompagnée d'une suite brillante et nombreuse, à la tête de laquelle se trouvait le chevalier Ossorio, en qualité de grand-maître de sa maison. Le mariage se célébra le 31 mai avec la plus grande pompe. Le Roi témoigna beaucoup de joie de voir resserrer ses liens de parenté avec la cour d'Espagne, et la jeune infante sut dès le premier abord captiver l'affection de son royal époux, du Roi son beau-père et de toute la cour.

Marie-Antoinette-Ferdinande d'Espagne entrait alors dans sa 21e année; on ne pouvait pas la dire belle, mais la vivacité de ses yeux, son air noble et imposant donnaient de la grâce à toute sa personne; les qualités de son cœur la rendaient une personne accomplie. Aussi affable de caractère que par devoir, extrêmement charitable, autant par religion que par sentiment, elle était digne en tout point d'être aimée de tout ceux qui l'entouraient. L'attachement qu'elle conçut pour le prince royal, dès le premier instant de leur union, a conservé pendant toute sa vie tous les caractères d'une véritable passion. Victor-Amédée, qui entrait alors dans sa 24e année, conçut aussi une tendre affection pour sa jeune épouse, qui s'assura aussitôt sur son cœur un em-

pire dont elle n'abusa jamais sur son esprit. Des soins mutuels, une confiance sans bornes, une tendresse toujours égale, firent le bonheur de cette union, de laquelle onze enfants furent le fruit.

Des illuminations spontanées, des feux de joie et des cris d'allégresse accueillirent partout sur leur passage les augustes époux ; mais leur entrée à Turin fut une véritable fête populaire ; le Roi vit avec une émotion indéfinissable les transports de joie des habitants de Turin, et put connaître à quel point il était adoré : aussi bon père que bon souverain, Charles aimait ses enfants. L'heureux établissement de son fils aîné lui causa une satisfaction inexprimable ; il aurait voulu de même pourvoir à celui de ses autres enfants.

Madame Louise, la seconde de ses filles, déjà en âge d'être mariée, déclare au Roi son père qu'elle se croit destinée pour le cloître. Charles résiste d'abord, et veut éprouver la vocation de sa fille ; mais ensuite, la voyant toujours ferme dans son projet, il lui permet de se retirer au monastère de Saint-André de Chieri ; en proie à la plus vive douleur, Charles veut cependant la renfermer dans son sein, et, se rappelant ses devoirs, il sort lui-même de son cabinet pour encourager ceux qui n'osaient se présenter ce jour-là à son audience.

La duchesse de Savoie ne tarda pas à donner au Roi son beau-père la satisfaction de se voir renaître dans ses petits-fils ; après une grossesse très-heureuse, elle accoucha le 24 mai 1751 d'un prince

que le Roi, son aïeul, tint sur les fonts du baptême, et auquel il donna les noms de Charles-Emmanuel-Ferdinand-Marie, prince de Piémont.

La naissance de ce royal enfant excita parmi les sujets du Roi la joie la plus vive.

Le souverain-pontife, Benoît XIV, voulut saisir cette occasion pour donner au Roi des témoignages de l'estime particulière qu'il avait pour lui, et envoya un nonce extraordinaire pour porter les langes bénits, distinction dont il ne faisait usage qu'envers les plus grands princes défenseurs de la foi.

Cependant le Roi ne perdait point de vue les améliorations qu'il voulait introduire dans ses États, et surtout pour la prospérité du commerce. Déjà, le 12 mars 1749, il avait signé ce fameux édit qui déclarait ports francs la plage de Nice, celle de Saint-Hospice et le fort de Villefranche.

Dans l'année 1750, il ordonna que l'on commençât le port de Nice ; mais cet ouvrage fut suspendu à cause des avis divers que les conseillers du monarque avaient présentés relativement à la situatiou du nouveau port : l'opinion émise par le comte Bogino prévalut, et le port fut ouvert à l'embouchure d'un ruisseau qu'on appelait Limpia, qui se jette dans la mer à peu de distance de la ville, vers le Levant.

Après avoir frayé au commerce des routes sûres et faciles, par son traité du 14 février 1753 avec le duc de Modène, pour la libre navigation du Pô, et en ouvrant les grandes routes de Nice, de Novare, de Modène, de Mondovi, d'Alexandrie, de Voghera

et d'Ivrée, il prit les mesures nécessaires pour l'assujettir aux règles de la bonne foi et aux lois de l'État en créant un conseil de commerce, en perfectionnant les statuts du tribunal érigé par le Roi son père, et en publiant plusieurs autres règlements pour les consulats de Nice, de Turin et de Chambéry ; il créa aussi une compagnie de commerce sous le titre de Compagnie royale de Piémont pour les ouvriers et négociants. Il fit construire aussi quelques bâtiments nouveaux, destinés principalement au transport alternatif des denrées du Piémont et de la Sardaigne, afin de rendre plus active la communication entre cette île et ses États de terre ferme.

Quoique l'acquisition de la Sardaigne fût d'abord en elle-même plus à charge qu'avantageuse, puisque les revenus qu'elle pouvait produire suffisaient à peine à l'entretien des garnisons nécessaires, Charles-Emmanuel s'occupa cependant des moyens d'y établir les mêmes principes d'administration qui régissent les autres États.

Il y fonda les universités de Cagliari et de Sassari, une imprimerie royale, un bureau de l'insinuation, des monts de piété; il y ordonna des plantations de mûriers et de tabac; y publia un nouveau règlement des monnaies; un code criminel, y érigea des séminaires, et, comme je l'ai dit, y rétablit l'évêché d'Iglésias.

En imprimant ainsi dans les différentes parties de ses États un degré proportionné de mouvement

et de vie, Charles-Emmanuel veillait avec un zèle égal à tout ce qui pouvait assurer l'observation des lois, l'exercice de la justice, le culte de la religion, dont on voit dans tous les États sardes des monuments durables.

Un incident, assez léger en lui-même, faillit cependant être, en l'année 1755, la cause d'une rupture entre la France et la cour de Turin. Le trop fameux Louis Mandrin, chef de contrebandiers, poursuivi par les employés des fermes générales de France, fut arrêté dans un village de la Savoie; l'exécution de ce bandit eut lieu à Valence aussitôt après son arrestation, pour ne pas donner à la cour de Turin le temps de faire des réclamations à cet égard.

Le Roi, conseillé par le comte Bogino, ne crut pas devoir dissimuler ni souffrir cette violation de territoire. Il donna l'ordre au comte Arborio de Sartirana, son ambassadeur à Paris, d'en partir sans délai.

Le roi Louis XV, à qui l'on s'empressa de faire un rapport sur cette affaire, donna ses ordres au premier ministre, duc de Choiseul, pour qu'on se hâtât de donner au Roi la juste satisfaction qu'il demandait, et ajouta ces mots : Qu'il voulait absolument que son oncle fût content.

Le duc de Noailles, l'un des seigneurs les plus illustres et les plus distingués de la cour de France, fut député à Turin avec la qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour faire au roi Charles-Emmanuel

des excuses sur ce qui s'était passé ; ce trait de fermeté de la part du Roi lui fit le plus grand honneur, et dès lors la bonne intelligence se rétablit entre les deux cours.

Au sein de la paix, Charles-Emmanuel n'oubliait point la guerre, qui tout à coup pouvait venir la troubler ; ses meilleurs maîtres dans la science militaire avaient été sans doute ses victoires et ses défaites. Tous les règlements qu'il fit depuis, relativement à la paye, à l'entretien et à la tenue des troupes, sont dirigés avec cet esprit d'équité, d'ordre et d'économie qui dirigeait toutes les vues de ce prince. Il daignait pourvoir lui-même à la subsistance de ses troupes, à leurs besoins, au bon ordre de leurs hôpitaux et à celui de leurs casernes. On admire celles qu'il fit bâtir à Turin, et où les soldats, distribués en diverses chambrées, chacune de quatre-vingt-dix hommes, étaient nourris convenablement. Mais, par une sage prévoyance, il était sévèrement défendu aux tavernes de les recevoir, afin de prévenir les désordres de l'ivresse et les querelles qu'elle occasionne. Le Roi assujettit également les officiers et les soldats à la plus sévère discipline ; les premiers n'obtenaient de congés que rarement, et pour des motifs indispensables. Des ordonnances sévères défendaient aux officiers toute espèce de jeu de hasard et des ordonnances pour les uniformes leur interdisaient toute espèce de luxe.

Au milieu de tous ces soins, le sage monarque n'oubliait point tout ce qui devait illustrer son rè-

gne, et des monuments de sa magnificence s'élevaient de toutes parts.

Il pourvut à la défense de ses États en faisant construire le fort d'Exilles, la citadelle d'Alexandrie, augmenter les fortifications de Fenestrelles, achever celles de Brunette.

Il ajouta à l'arsenal de Turin, commencé par Charles-Emmanuel II, un magnifique bâtiment octogone exécuté sur les dessins du chevalier Devincenti, major général; on y voit une fonderie, des fourneaux, des ateliers, une école métallurgique, un cabinet de minéralogie et de fossiles.

Le chevalier de Antoni fut nommé directeur des écoles royales d'artillerie pratique et spéculative. Le goût de bâtir avec magnificence gagnait les princes du sang et toute la cour. Le 22 août 1757 se termina la bâtisse du somptueux château de Raconis. Le prince Emmanuel-Philibert, fils du fameux prince Thomas, avait mis le premier la main à ce magnifique édifice, lorsque le prince Louis, son fils, songea à le reconstruire sur un plan plus vaste et plus élégant. L'architecte Borra fut celui qui eut la gloire de diriger et de terminer ce bel ouvrage.

Charles-Emmanuel pensa ensuite à l'établissement de son second fils, et, par ses patentes du 7 février 1763, il lui fit un riche apanage moyennant la cession de quatorze fiefs, dont la plupart sont encore aujourd'hui des villes de second ordre des plus considérables du Piémont. Le Roi y ajouta les re-

venus de la commanderie de Staffarda, qui étaient assez importants. Le jeune duc de Chablais eut ainsi une maison à part; par la bonté de son cœur, l'aménité de ses manières et la régularité de sa conduite, il sut en même temps gagner l'affection du Roi son père, et s'attirer le respect et l'amour de toutes les personnes qui avaient l'honneur de l'approcher.

La duchesse de Savoie accoucha le 6 avril 1765 d'un prince, qui reçut, avec les noms de Charles-Félix, le titre de duc de Génevois; le Roi son aïeul, tout en se réjouissant de la naissance de cet enfant auguste, voulut donner une nouvelle preuve de son respect pour la religion, et comme ce jour-là était celui du Samedi-Saint, il ordonna que le canon qui devait annoncer au peuple la naissance du royal enfant ne tirât qu'après celui qui célébrait la résurrection du Sauveur du Monde.

Le cinq décembre de cette année, les sciences et l'humanité eurent à déplorer la perte du célèbre anatomiste Jean-Ambroise Bertrandi, né en 1728, et fils d'un simple barbier; peu d'hommes honorèrent plus que lui sa profession et sa patrie; Charles-Emmanuel avait su discerner de bonne heure les talents du jeune Bertrandi, et se décida, pour les perfectionner, à l'envoyer voyager à ses frais; informé de l'inquiétude bien louable que Bertrandi témoignait sur le sort de ses parents âgés et infirmes, le Roi le fit assurer qu'il aurait soin d'eux pendant son absence.

Le Roi eut aussi à déplorer la mort de son premier peintre. Claude-François Beaumont mourut le 21 juin 1766 (1); soutenu par les bienfaits de son souverain, il put dès sa première jeunesse se livrer avec ardeur à l'étude d'un art qu'il aimait passionnément ; il avait étudié à Rome d'après Raphaël, Carrache et le Guide ; de retour dans son pays, il s'occupa à décorer le palais de son souverain, qui non-seulement le nomma son premier peintre, mais l'honora en même temps de la croix des SS. Maurice et Lazare. Ses tableaux jouissent d'une assez haute réputation, surtout ceux qui décorent la galerie du palais qui porte son nom. C'est ainsi que Charles-Emmanuel savait protéger les arts en honorant les artistes.

Attentif à tous les détails de l'administration civile et militaire de ses États, le Roi ne l'était pas moins à régler les affaires de l'intérieur de sa maison. Tous les princes de la famille royale étaient pourvus d'une pension, qu'on trouverait modique aujourd'hui, mais qui était alors plus que suffisante pour leur entretien. Nous avons dit que les dépenses journalières de la cour, ainsi que celles du séjour à la campagne, étaient fixées par un budget que l'on ne dépassait que dans les occasions extraordinaires ; on cite à cet égard l'anecdote suivante :

Un jour d'été, un orage terrible accompagné de grêlons, tels qu'on en voit trop souvent en Piémont

(1) Il était né à Turin en 1694.

en cette saison, fondit sur le château royal de la Vénerie dans le temps que la cour y séjournait, et brisa presque toutes les glaces des croisées; le Roi revint à Turin quelques jours plus tôt, afin de ne pas surcharger le budget du montant de la réparation du dégât causé par l'orage, parce que le budget était fixé au commencement de l'année. L'état de la maison du Roi était fort simple; ce n'était que pour les occasions d'éclat qu'il réservait sa magnificence, et même dans ces occasions les dépenses étaient si bien entendues que les fêtes ne coûtaient que peu de chose; par exemple à l'occasion du séjour du duc d'York à Turin, le Roi donna des fêtes si somptueuses, que le prince anglais, à son retour à Londres ne cessait d'en faire l'éloge, et cependant le budget de cette année ne dépassa que de soixante mille livres la somme ordinairement fixée.

Charles-Emmanuel était scrupuleux observateur de l'étiquette; il s'en rendit esclave lui-même pour le maintien de l'ordre et de la subordination, et pour mettre un terme à l'espèce de licence qui s'était introduite à la cour du temps du Roi son père, qui n'aimait point la gêne. Jamais les princesses ne parurent devant lui sans être en habit de cour; lui-même ne se montrait jamais en public sans être revêtu de son uniforme. Cependant on ne pouvait être plus doux et plus indulgent qu'il ne l'était envers ses domestiques; familier avec ceux qui avaient l'honneur de le servir, il les mettait à leur

aise, et dans le cas de s'expliquer librement ; c'est ainsi que ce grand prince savait imposer à ses sujets, et les contenir dans une soumission respectueuse sans pourtant leur faire sentir le joug du devoir.

On sait qu'il désapprouvait dans un souverain l'envie de voyager, qui commençait à s'introduire en Europe, et on a retenu ce qu'il répondit à l'empereur Joseph II, qui lui demandait pourquoi il n'aimait pas les voyages : *Les rois sont des statues*, dit Charles, *qu'il ne faut pas descendre de leurs piédestaux ; hors de nos frontières tout le monde nous connaît et nous ne connaissons personne.*

Ses occupations, sans cesse renaissantes, ne faisaient pas perdre de vue à Charles les affaires générales de l'Europe. Examinant lui-même, avec le plus grand soin, les dépêches de ses ministres près les cours étrangères, il y répondait quelquefois de sa main. Il écrivait souvent au Pape, au roi de Prusse, au duc de Modène. Il n'épargnait ni soins, ni dépenses pour découvrir les projets les plus cachés des autres puissances, et pour recevoir avec promptitude les moindres nouvelles de tous les États voisins ou éloignés. Moins hardi que le Roi son père, il n'embrassait jamais un parti sans l'avoir considéré sous toutes ses faces. Ferme dans sa résolution lorsqu'une fois elle était prise, on ne reconnaissait plus en lui aucune trace de ses premiers doutes. Religieux observateur de sa parole, ami de la vérité, qui fut toujours la base de sa conduite et de ses discours, il aimait qu'on remarquât sa franchise et sa

droiture. Né avec une santé délicate, il trouvait dans une frugalité constante et toujours égale les forces nécessaires à la multiplicité de ses travaux.

Ses délassements consistaient, en grande partie, dans les plaisirs de la chasse; il aimait ce noble exercice, qui, tout en contribuant à le fortifier, lui représentait une image de la guerre, et lui rappelait les beaux jours de sa gloire. Quelquefois, le dimanche, seul jour où il ne s'occupât pas d'affaires, il accompagnait sa famille au spectacle; plus souvent encore il passait ses soirées avec l'abbé Pasini, bibliothécaire. et avec le chevalier Deydier, censeur de l'Université; il se plaisait à entendre ces deux personnages, doués d'une instruction solide, parler sur tous les genres de littérature; souvent même il mettait à profit ses entretiens pour s'informer de l'état de l'instruction publique, et des meilleurs sujets sortis chaque année de l'Université.

C'est ainsi que ce sage et vertueux Monarque occupait tous les instants d'une vie qu'il consacrait au bonheur de ses peuples. Ennemi de toute mesure brusque et tranchante, tout en s'informant des améliorations dont toutes les branches de l'administration pouvaient être susceptibles, il ne voulut jamais ébranler l'opinion publique en tentant des réformes qui dans leur exécution présentent souvent des inconvénients que l'homme le plus expérimenté ne peut prévoir.

Après avoir, par différentes déclarations sur le code Victorien de 1729, rappelé ses peuples au

premier esprit de la loi, et plein d'ailleurs du plus grand respect pour cet ouvrage du Roi son père, il se borna à y faire les seules additions utiles qu'une longue expérience, et, plus encore, la multiplication des abus, lui avaient démontrées comme étant indispensables.

C'est ainsi que parurent et furent publiées, le 7 avril 1770, ces constitutions Carolines, ce dernier monument de la sagesse de Victor-Emmanuel, qui obtint le suffrage des hommes d'État de tous les pays (1).

Le Roi appela près de lui, pour perfectionner la révision du code Victorien, les magistrats les plus éclairés de ses États, qu'il fit siéger à des congrès qu'il présidait lui-même ; aussi ce code fut-il considéré dès lors comme un chef-d'œuvre de sagesse, de prévoyance et de clarté.

Ce code immortel pourvut à tous les besoins par les sages dispositions qu'il contenait.

Il commençait par le plus impérieux de tous, celui qui concerne la religion. Des amendes et des peines rigoureuses étaient infligées aux transgresseurs de la loi divine, sur l'observance des fêtes, sur le

(1) Le baron de Carmer, successeur du fameux chancelier Coccei en Prusse, du temps du grand Frédéric, disait *ut supra ;* le célèbre Muratori, dans deux de ses ouvrages, n'épargne pas les éloges au code piémontais, en disant qu'il serait à désirer que de pareilles lois pussent s'étendre aux autres États d'Italie. Muratori, *Difetti della Giurisprudenza*, ediz. di Venezia 1743, pag. 98, 153, 154, 188, 193. *Della pubblica felicità*, ediz. di Venezia 1749, pag. 97, 104.

respect dû aux églises et au saint nom de Dieu.

Les affaires des pauvres sont spécialement placées sous la surveillance des magistrats; un avocat et un procureur, avec des substituts, sont, dans chaque Sénat, particulièrement chargés de la défense de leurs causes, et avec une injonction expresse de ne rien exiger ni recevoir de leurs malheureux clients. Institution bienfaisante, que l'on ne voit dans aucun autre pays, et qui assure à l'infortuné les moyens d'exercer ses droits contre un injuste oppresseur.

Les précautions les plus sages y sont prises pour s'assurer de la probité des procureurs, et pour que les avocats ne puissent entreprendre des causes injustes.

La loi du serment dans un procès qui excède la valeur de 400 livres exige un appareil fait pour imposer, à celui qui le prête, le devoir de rendre hommage à Dieu et à la vérité.

Les dispositions contre les duellistes sont à la fois rigoureuses et sages, et elles tendent à éviter un délit qui afflige si cruellement la société.

L'important objet de la conservation des peuples est confié à des magistrats, qui veillent à tout ce qui concerne la santé publique. Leur autorité s'étend, dans les cas de contagion, même à la peine de mort. Ce magistrat établit dans chaque district des employés qui veillent à la santé publique, assistent aux lazarets, expédient des passeports, distribuent des parfums, etc.

Après avoir donné à ses peuples ce sage recueil

de lois répondant à tous les besoins, le Roi pourvut à un des plus essentiels, c'est-à-dire à ce qui concerne l'instruction publique : alors parurent, le 19 novembre 1772, les constitutions pour l'université royale, qui concoururent à donner à ce corps illustre la célébrité qu'il s'est acquise, et qu'il conserva toujours dans l'Europe savante.

Après ces différents travaux le Roi, en préparait d'autres encore, tant il était infatigable, pour pourvoir à tous les besoins de ses sujets ; mais Dieu, qui dans ses impénétrables décrets voulait récompenser tant de vertus, se préparait à appeler à lui ce grand prince.

Dans le printemps de 1772, il fut reconnu que le Roi était attaqué d'hydropisie. Cependant l'art des médecins put arrêter les progrès du mal de manière que dans le courant de l'été l'état de Charles-Emmanuel sembla s'améliorer sensiblement. Dans l'automne suivant, il put assister aux chasses de Stupinigi.

Cet état satisfaisant ne dura pourtant que jusqu'au commencement de l'hiver, époque où la maladie empira de manière que l'espoir que l'on avait conçu de conserver encore quelques années des jours si précieux s'évanouit entièrement.

Le peuple était consterné dans la capitale ; le Roi seul, magnanime en tout, paraissait tranquille, et semblait ne pas s'occuper de ses maux. Il continuait à donner audience aux ministres, et comme

ses facultés intellectuelles ne s'étaient pas affaiblies, il continuait à vaquer à l'expédition des affaires.

Mais il s'occupait principalement de la plus essentielle, c'est-à-dire de se préparer en bon chrétien au passage de l'éternité. Aussi demanda-t-il de lui même qu'on lui administrât le Saint-Viatique. Cette cérémonie eut lieu avec toute la solennité convenable; elle fournit une nouvelle preuve des sincères sentiments de piété de l'auguste malade.

Le Roi dit à cette occasion à l'archevêque de Turin que : *Soumis à la volonté de Dieu il était prêt à paraître devant lui; que sa conscience ne lui reprochait rien qui eût été contre la volonté de Dieu et l'accomplissement de ses devoirs; qu'il ne croyait pas avoir pendant son gouvernement fait une seule chose qu'il crût être préjudiciable à l'intérêt de ses sujets.* Paroles mémorables, que peu de chrétiens peuvent répéter avec assurance, et qui démontrent à l'évidence les sentiments vraiment pieux que nourrissait depuis longtemps cette grande âme.

On ne pouvait entendre sans verser des larmes d'attendrissement les instructions paternelles et les bénédictions qu'il donnait au duc de Savoie, son fils, et au prince de Piémont, son petit-fils.

Le mal augmentant avec rapidité, le Roi voulut recevoir l'extrême-onction, qui lui fut administrée par l'abbé del Carretto, un de ses aumôniers; les prières des agonisants furent lues par le cardinal de Lances.

Le Roi mourut le 21 fevrier 1773, vers les deux

heures du matin, dans la 72e année de son âge et la 43e de son règne.

Charles-Emmanuel, dit un auteur contemporain (1), n'était pas favorisé de la nature du côté du physique; ses traits tenaient beaucoup de ceux d'Anne d'Orléans, sa mère; il avait comme elle les yeux roux, les lèvres grosses et tombantes et un son de voix désagréable; sa taille, très-petite, et le port défectueux de sa personne, étaient peut-être causes qu'il ne paraissait pas volontiers en public autrement qu'à cheval; alors il paraissait un tout autre homme : l'équitation était sa passion favorite, et peu de personnes possédaient cet art au même degré que lui.

Mais si les qualités physiques n'étaient pas avantageuses à Charles-Emmanuel, ses qualités morales en faisaient un grand souverain.

Je crois avoir donné une idée de ses grandes qualités dans le cours de ce petit ouvrage, et avoir démontré que Charles-Emmanuel paraît avoir réuni toutes les rares qualités par lesquelles ont brillé les princes de cette illustre race, qui depuis plus de huit siècles a fait, et continuera à faire encore le bonheur des peuples que la divine Providence a soumis à son sceptre.

(1) L'abbé Denina.

